Parti Socialiste
Congrès national de Grenoble
Dimanche 26 novembre 2000

Sommaire

Adeline Hazan 1
Sylvie Deschamps 1
Vincent Peillon 2
Marie-Noëlle Lienemann 7
Henri Emmanuelli 9
Louis Mermaz 12
François Rebsamen 13
François Hollande 14
Adeline Hazan 27
Liste Titulaires 28
Liste des complémentaires 33
Lionel Jospin 36

Adeline Hazan
Nous allons commencer.
Chers camarades, pendant que vous vous installez une ou deux annonces : tout d'abord je vous rappelle qu'il est strictement interdit de fumer dans cette salle.
Ensuite, deux questionnaires sont en circulation, l'un réalisé par l'Institut d'études politiques de Grenoble, l'autre par la Commission histoire du Parti. Soyez gentils d'abord de les remplir, et ensuite de réserver un bon accueil aux personnes qui vous les transmettent.
Nous allons commencer nos débats de ce matin par la projection d'un film de huit minutes.
Ensuite, nous aurons une motion lue par Louis Mermaz, motion de soutien à l'Union des forces démocratiques « Ere nouvelle de Mauritanie » puis le rapport de Vincent Peillon.
Je demanderai aux congressistes de bien vouloir s'asseoir et surtout de faire silence dans la salle car c'est très désagréable pour ceux qui parlent et pour ceux qui essayent d'entendre.
Donc le rapport de Vincent Peillon, ensuite chaque motion aura dix minutes de temps de parole, puis nous voterons sur les rapports, selon des modalités qui vous seront précisées un petit peu plus tard.
Puis nous aurons l'intervention du premier secrétaire, et vers 11 heures 30 intervention de Lionel Jospin.
Merci de vous asseoir et nous allons vous présenter un petit film qui va vous être présenté en quelques mots par notre camarade.

Sylvie Deschamps
Merci.

Fondation Jean-Jaurès

Ce matin, chers camarades, nous arrivons au terme de notre Congrès qui doit approuver le texte qui déterminera les grands axes de notre projet.
Nous savons que ce texte s'appuie aussi sur le bilan de ce que nous avons déjà accompli. Nous vous proposons de regarder un petit film qui va vous être projeté et qui rappelle au travers de témoignages 4 des grandes mesures qui ont été mises en place et en œuvre depuis 1997 pour changer la vie de nos concitoyens.
Il permet aussi de donner à notre engagement politique un sens concret et montrer encore plus son utilité et son sens.
Alors, place à ce film.
(Projection du film)
(Applaudissements)

Adeline Hazan - Chers amis, je donne la parole à Vincent Peillon pour le rapport de la Commission des résolutions.

Vincent Peillon
Mes chers amis, mes chers camarades, la Commission des résolutions de notre Congrès s'est réunie hier soir. Elle s'est déroulée dans le même esprit de sérieux et de fraternité qui a, je crois, vous en êtes tous les témoins autant que les acteurs, présidé aux débats ouverts entre nous depuis maintenant trois mois, d'abord dans la phase préparatoire des contributions, des contributions nombreuses, diverses, autant par leurs auteurs que par leurs thèmes ou leur ton. Puis le débat s'est poursuivi autour des 3 motions d'orientations politiques présentées à notre vote, au vote des militantes et militants de notre Parti.
La Commission des résolutions avait une double tâche, la première tâche : essayer de rechercher autour de la motion 1, motion majoritaire puisque approuvée par 76% des militants, une synthèse, une synthèse à partir des propositions de nos camarades de la motion 2 et de la motion 3.
Comme vous le savez, nous souhaitions cette synthèse, nous la souhaitions, non de façade, mais sur le fond. Et puis, la Commission des résolutions avait une seconde tâche dont on parle moins souvent, qui était aussi d'adopter les amendements votés dans les fédérations. Et ils ont été nombreux. Plus de 200 amendements ont été présentés, votés par les Congrès fédéraux à la Commission des résolutions, et je remercie d'ailleurs tous ceux, y compris les permanents qui sont restés cette nuit jusqu'à plus de 3 heures du matin pour étudier ces amendements et voir lesquels pourraient être adoptés.
Je vais avant de venir sur le premier sujet, vous dire quels sont les amendements qui ont été adoptés, je vais le faire, bien entendu, de façon un peu cursive et rapide. Ce n'est jamais un exercice très facile, mais il faut le faire parce qu'il est très important que la motion présentée au débat puisse évoluer par les propositions des militants avant son adoption finale.
Nous avons adopté une série d'amendements en provenance du Val-d'Oise, du Jura, de la Loire-Atlantique, qui concernaient les personnes handicapées, amendements de forme pour certains qui avaient des expressions plus respectueuses que celles de la motion telle que nous les avions données, et des

Fondation Jean-Jaurès

amendements de fond, faisant des propositions sur le droit à l'intégration, et la meilleure reconnaissance des personnes handicapées, y compris au sein des fonctions publiques.
Le texte a été de ce point de vue fortement enrichi.
Nous avons adopté des amendements qui concernent l'environnement et la qualité de la vie.
Un amendement des Côtes d'Armor sur la nécessité de consacrer davantage de moyens à la recherche concernant les énergies renouvelables.
Un amendement de la Sarthe, concernant la nécessité de développer davantage l'usage du vélo par l'aménagement des pistes cyclables.
Un amendement important de la Loire-Atlantique qui propose la lutte contre les pavillons de complaisance et on comprend bien pourquoi, et le renforcement par des propositions précises - je ne pourrai pas vous les lire chaque fois - de la sécurité de la navigation.
Nous avons, concernant les questions de société, un amendement assez long et assez riche de la fédération de l'Orne qui enrichit notre texte concernant le droit des consommateurs.
Nous avons aussi un amendement très long des Côtes d'Armor qui re-rédige entièrement notre partie sur la coopération internationale et fixe des objectifs plus ambitieux que ceux que nous avions fixés initialement.
Un certain nombre de fédérations, je pense au Val-d'Oise, à la Vendée, à la Manche, au Morbihan, aux Hauts-de-Seine, l'ont adopté mais il y en avait d'autres.
Un amendement concernant la parité - j'ai pu vérifier hier que c'était un sujet qui nous préoccupait tous - l'amendement a la forme suivante, il est très court, je peux vous le lire, il est aussi important « la progression vers la parité pour les législatives doit être graduelle, celle-ci devant être atteinte en 2007 ».
Nous avons aussi un amendement de la fédération du Nord, d'autres fédérations avaient insisté sur cet aspect, sur la nécessité de renforcer le contrôle et l'application du droit du travail au sein des entreprises, en renforçant de manière conséquente les moyens de l'inspection du travail.
Nous avons un amendement de la fédération de la Corrèze, et je pense que notre ami René Teulade n'y est pas pour rien, qui souhaite que l'on prenne davantage en compte la situation de ceux qui cessent leur activité professionnelle, mais qui pour autant, veulent demeurer dans la vie active.
C'est un problème important qui concerne de plus en plus de nos concitoyens et il y avait là des propositions précises qui pouvaient enrichir utilement notre motion.
J'en viens maintenant à la deuxième question, celle de la synthèse politique.
Comme vous le savez…

Alain Claeys - Chers camarades, je vous demande de prendre place, de vous asseoir, il est impossible pour l'orateur de pouvoir s'exprimer dans ces conditions là. Je vous demande véritablement de vous installer. Celles et eux qui ont à discuter discutent à l'extérieur.

(Applaudissements)
Je crois que l'on doit se donner ce minimum de règles entre nous.

Vincent Peillon - Le souhait qui était le nôtre, c'était d'arriver à une synthèse et, bien entendu, à une synthèse fondée sur, non pas ce que certains dénoncent comme l'unanimisme de façade, mais une synthèse fondée sur des idées et un projet que nous pourrions assumer tous ensemble sans rompre la cohérence de la motion majoritaire.
C'est dans cet esprit, vous le savez, que nous avions abordé les débats, refusant toute idée soit de synthèse à priori défendue par certains dans les débats, soit de non synthèse à priori défendue par d'autres, mais avec une volonté réelle d'avancer sur les propositions présentes au sein des deux motions, propositions qui, pour certains, incontestablement, pouvaient recevoir notre agrément et enrichir notre texte commun.
Cette synthèse n'a pas été possible.
Cette synthèse n'a été possible ni avec la Gauche Socialiste, ni avec la motion d'Henri Emmanuelli et d'Alain Vidalies.
Les deux points sur lesquels nous n'avons pas pu faire synthèse sont d'abord la question des salaires et ensuite, la question de l'UNEDIC.
Je crois que sur la question des salaires, beaucoup de choses ont été dites hier. Je crois que ce serait se faire un mauvais procès entre nous et revenir à une époque que nous ne souhaitons pas, si nous nous mettions en situation d'avoir à choisir entre la feuille de paye et l'emploi, entre une priorité à la création d'emplois et une priorité à l'augmentation du pouvoir d'achat.
L'action que nous menons depuis trois ans (il a été rappelé hier que cela n'avait rien d'évident) est une action qui a permis en même temps la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, et Henri Emmanuelli a raison de rappeler souvent que même entre nous, cela avait fait débat.
Cette réduction du temps de travail sans réduction de salaire s'est accompagnée d'un soutien à la consommation et d'une augmentation du pouvoir d'achat qui entretient la croissance. Elle s'est accompagnée aussi de créations d'emplois, plus de 1,5 millions dont au moins plus de 200 000, près de 300 000, peuvent être attribués directement à la réduction du temps de travail.
Nous avons donc bien mis en œuvre depuis trois ans une synthèse qui permet, à la fois, de poursuivre notre engagement et notre priorité vers l'emploi, rompant ainsi avec le fatalisme qui avait jusque-là dominé, et en même temps d'assurer une augmentation du pouvoir d'achat.
Ajoutons même que les revendications salariales qui s'expriment aujourd'hui et qui se tournent directement vers les entreprises sont précisément le résultat de la lutte contre le chômage puisque quand le chômage baisse, la pression salariale baisse aussi sur les salariés et c'est bien ce mouvement vertueux où le soutien à la consommation, la croissance durable, la création d'emplois et le pouvoir d'achat peuvent progresser ensemble que nous voulons poursuivre.
C'est pourquoi nous étions déterminés à enrichir la motion 1 d'un certain nombre de propositions sur les revenus et de l'enrichir dans le même état

Fondation Jean-Jaurès

d'esprit qui nous a permis, vous le savez, d'avoir un accord il y a quelques semaines avec la Gauche plurielle sur ces mêmes questions.
Nous avons donc proposé, d'une part, qu'il y ait dès le premier semestre une augmentation du SMIC, qu'il y ait ensuite un programme pluriannuel, un plan pluriannuel de revalorisation des traitements dans la fonction publique. Nous avons proposé un plan de revalorisation des petites retraites, nous avons proposé une augmentation des minima sociaux dès le mois de décembre, puis dans la durée, afin qu'ils rejoignent le plus rapidement possible le seuil de pauvreté.
Tous ces éléments n'étaient pas présents dans le texte initial de la motion 1, tous ces éléments étaient présents dans le texte de la Gauche plurielle. Nos alliés Verts, nos alliés Communistes, nos alliés Radicaux ont considéré que c'était des avancées substantielles. Malheureusement, hier soir, nous n'avons pas pu trouver sur ces propositions l'accord avec nos camarades de la Gauche Socialiste qui, sur cette question, ont rompu le dialogue dans la Commission des résolutions.
Le point de difficulté portait sur la conférence sur les salaires et sur les revenus que nous proposons. La Gauche Socialiste, Henri Emmanuelli aussi, souhaitait que nous fixions une date butoir pour la tenue de cette conférence tripartite Etat, patronat, syndicats. Nous n'avons pas souhaité qu'il y ait une date parce que c'était prendre un engagement que peut-être, nous ne pourrions pas tenir dans la mesure même où, vous l'entendez quand on parle de conférence tripartite, cela ne peut pas être un diktat (seulement si nous voulons être efficaces) de la puissance publique, du pouvoir politique.
C'est sur cette question d'une date, le 30 juin 2001, ainsi que sur la question des salaires que la Gauche Socialiste a souhaité ne pas poursuivre la discussion et ne pas rechercher la synthèse. Sur cette question et au moment de notre travail qui était déjà bien entamé, Henri Emmanuelli et Alain Vidalies avaient eux-mêmes réservé leur position.
Dans sa sagesse, puisque nous avancions déjà dans la nuit, le premier secrétaire, François Hollande, dans le même esprit qui avait été le nôtre jusque-là, a souhaité que nous abordions la question de l'UNEDIC.
Comme vous le savez, nous considérons en effet que le combat des Socialistes est inséparable de l'approfondissement de la démocratie politique et de la démocratie sociale. Comme vous le savez, nous considérons que les règles de représentativité syndicale dans la négociation sociale qui datent maintenant d'un demi-siècle, ne sont plus adaptées. Comme vous le savez, nous avons ensemble adopté dans la Convention entreprise, à un moment où beaucoup de syndicats, d'ailleurs, ont depuis évolué sur cette question, le principe de l'accord majoritaire. Comme vous le savez, dans la seconde loi sur les 35 heures, nous avons adopté et mis en œuvre ce principe du vote majoritaire.
Il est évident en même temps que la démarche dite de refondation sociale du MEDEF ne peut aucunement nous agréer. Mais nous avons eu là une divergence profonde avec Henri Emmanuelli, divergence que nous n'attendions pas puisque Henri Emmanuelli a souhaité que nous ne nous en tenions pas à cela (et même à l'annonce d'une loi rapidement pour modifier les règles de la représentativité) et

que le Parti prenne position pour refuser l'agrément de la convention UNEDIC actuelle.
Nous étions là dans un préalable à la synthèse qui, vous le comprenez bien, posait à la fois un problème de fond et un problème politique.
Problème de fond, je vous rappelle qu'au mois de juin et au mois de septembre, le gouvernement a refusé l'agrément de la Convention signée effectivement par un syndicat minoritaire et le MEDEF.
A nouveau, par deux reprises, il a fait évoluer le texte de telle sorte que tous les points qui pouvaient nous poser problème soient supprimés de cette convention.
Nous avons, au résultat de 200 000 chômeurs de plus, indemnisés, une augmentation de l'aide personnalisée pour la formation et l'insertion qui est passée entre le premier texte et le dernier de 4 milliards de francs à 15 milliards de francs. Nous avons supprimé tout risque de pénalité et les sanctions pour les chômeurs qui ne voudraient pas reprendre un emploi. Nous avons assuré que le service public de l'ANPE contrôle et la recherche d'emplois et l'indemnisation.
Enfin, nous avons diminué par trois les baisses de cotisations.
Entre l'accord proposé à l'agrément du gouvernement et l'accord que par le poids politique, le gouvernement avait modifié, il y a un espace, il y a un chemin et nous n'avons pas compris qu'Henri Emmanuelli ne veuille pas reconnaître cet espace et ce chemin sur le fond.
Le deuxième problème est directement politique. Le gouvernement s'est engagé après ce travail. Il a pris ses responsabilités politiques, il a bien marqué que la loi et le politique gardaient toute leur prééminence, y compris par rapport à la négociation.
Mais maintenant, il s'est engagé vers ce préalable qui est de demander à un parti qui cherche la cohérence et le sérieux de se mettre en contradiction totale avec l'action du gouvernement sur une question essentielle. C'est le second point sur lequel la synthèse n'a pas pu se faire avec Henri Emmanuelli et les camarades de la motion 3.
Nous avons recherché sincèrement sur beaucoup de questions (les ghettos, bien entendu la valeur ajoutée, bien entendu la lutte contre le travail précaire qui doit être une de nos priorités), autant que nous le pouvions, la synthèse. Nous sommes effectivement pour revoir les règles de la démocratie sociale, nous sommes pour ne pas opposer la croissance, l'emploi et les salaires, mais sur les deux points que j'ai évoqués, nous ne pouvions pas aller jusqu'à perdre la cohérence qui est la nôtre et qui est la garantie que les engagements que nous voulons prendre dans ce Congrès pour les trois ans qui viennent devant les français seront tenus comme nous avons réussi à tenir nos précédents engagements.
Nous souhaitions cette synthèse, nous ne l'avons pas obtenue, mais la qualité du débat entre nous, la sérénité et la franchise de ces désaccords font que, bien évidemment, nous n'accordons pas une importance démesurée à son absence.
Nous savons aussi que si à ce stade, les débats entre nous dans ce Congrès sont terminés, bien entendu, comme toujours au Parti Socialiste, ils vont continuer et

ils vont continuer jour après jour et jusqu'à ce que nous présentions ensemble notre projet aux Français.
Je crois qu'il faut insister maintenant beaucoup sur le fait que nos débats ne doivent plus être seulement tournés vers nous-mêmes. Nous entrons dans une phase nouvelle, nous entrons dans un combat politique direct avec la Droite et il importe maintenant que ces débats s'élargissement, comme François Hollande l'a proposé et comme le sommet de la Gauche plurielle l'a retenu, à l'ensemble de nos alliés de la Gauche plurielle, que nous puissions poursuivre ce débat, l'élaboration du projet avec eux et que ce débat soit maintenant entièrement tourné vers les Françaises et les Français, merci.
(Applaudissements).

Adeline Hazan - Merci Vincent.
La parole est à Marie-Noëlle Lienemann au nom de la motion 2 pour dix minutes.
(Applaudissements)

Marie-Noëlle Lienemann
Chers amis, chers camarades.
Nous l'avions dit dès l'amorce de ce Congrès, pour nous, la question majeure était de clairement indiquer aux Français que la nouvelle donne économique d'une croissance retrouvée, fruit de l'action de notre gouvernement, fruit des réformes que nous avions ensemble portées et souhaitées comme les 35 heures, comme les emplois jeunes ou comme la CMU, soit l'occasion d'une vraie nouvelle donne sociale d'une grande ampleur parce que les inégalités s'étaient terriblement creusées pendant ces périodes de crise, qu'elles s'étaient creusées par le nombre massif des chômeurs, mais aussi dans le monde salarial où, nous l'avons répété mille fois, le capital a été de mieux en mieux rémunéré et le travail tant et tant négligé.
Pour nous, l'essentiel se jouait là.
A l'entrée de ce Congrès, plus de 27% des adhérents du Parti ont manifestement fait le choix de la Gauche, d'une gauche plus déterminée à faire entendre la voix sociale, d'une gauche qui voulait la relance des salaires, qui voulait en même temps très clairement casser la logique de la modération salariale que tous les libéraux et que le patronat veulent édicter en dogme au nom de je ne sais quelle compétitivité. Ils ont aussi voulu dire, ces 27%, que notre démocratie sociale devait être renouvelée, mais qu'elle devait constituer un nouveau rapport de forces favorable aux salariés, favorable aux chômeurs, favorable aux plus faibles de notre société.
Donc, ces 27%, nous avons espéré qu'ils puissent être entendus par la direction du Parti, qu'on puisse ensemble trouver les signes suffisants, mais les signes convaincants, d'une nouvelle donne sociale et d'une avancée réelle sur la question des salaires.
Alors, pas de faux procès entre nous. Nous avons bien entendu, à la Commission des résolutions, le premier secrétaire nous indiquer la détermination à voir les

salaires augmenter, la direction du Parti nous dire : "Oui, il n'y a pas d'opposition entre la relance salariale et la création d'emplois", nous avons bien pris acte aussi de cette détermination à combattre les bas salaires, mais, nous l'avons dit très clairement et nous le maintenons, nous, nous avons besoin d'objectifs précis et d'objectifs dans le temps.
Il ne nous reste que dix-huit mois. Nous avions écrit dans notre programme "Changeons l'avenir" qu'il y aurait une conférence salariale et nous avons entendu plusieurs fois Lionel Jospin nous dire : "Attention, ne soyez pas trop impatients, nous avons toute la durée de la législature pour mettre notre programme en place". Nous avons bien lu la motion 1, qui nous a dit : maintenant que nous avons fait les 35 heures, alors oui, nous pouvons entrer dans la logique de cette conférence salariale. Mais nous n'avons pas compris, alors même qu'il nous reste dix-huit mois pour mettre en œuvre cette politique, que la direction du Parti n'ait pas souhaité qu'on arrive à se mettre d'accord sur une date butoir.
Il ne s'agit pas de mettre le couteau sous la gorge du gouvernement, mais il s'agit de dire que, si nous voulons qu'une dynamique sociale s'enclenche et qu'elle s'enclenche avec nous, contre le MEDEF et pas contre le gouvernement, à cause des insatisfactions créées par le MEDEF, nous pensons qu'il était raisonnable de pouvoir trouver une date pour cette convention.
Cela n'a pas été le choix. Nous le regrettons.
Le deuxième sujet majeur que nous avons voulu porter est celui des minima conventionnels dans les conventions collectives qui sont inférieures au SMIC.
Nous avons été échaudés par la logique du passé. Rappelez-vous François Mitterrand demandant qu'enfin les négociations collectives permettent qu'aucune des conventions de branche n'ait des salaires en dessous du SMIC. A coup de travail forcené des ministres de l'époque et des syndicats de l'époque, nous avions obtenu de réduire les conventions dans lesquelles ces minima existaient. Mais aujourd'hui, plus de 80% des conventions collectives ont des salaires minimaux en dessous du SMIC et cela nous fait les fameux "working poors", les travailleurs pauvres qu'il y a en Grande-Bretagne, ce nombre important de salariés qui sont en dessous du seuil de pauvreté.
Nous avons souhaité que désormais la loi dise qu'aucune convention collective ne peut avoir des salaires inférieurs au SMIC. Il nous paraît que dans un pays développé, même ouvert (et surtout ouvert) au dialogue social, des balises claires doivent être données pour que le rapport de forces soit favorable aux salariés, qu'une dynamique sociale s'enclenche.
La direction du Parti nous a proposé que ces débats puissent avoir lieu dans la fameuse Commission annuelle sur les négociations collectives. Nous espérons de tout cœur que cette voie-là sera efficace, mais pour être francs, nous en doutons, car nous savons que le MEDEF ne veut pas négocier, il ne veut négocier que sur sa rénovation sociale et je suis heureuse d'avoir entendu Vincent Peillon vous rappeler ici qu'ensemble nous nous mobiliserons pour que le MEDEF ne puisse pas imposer sa logique de rénovation sociale et que ce soit notre nouvelle donne sociale qui finisse par triompher.

(Applaudissements)
Aux observateurs qui voudront décrire le Parti Socialiste comme un parti divisé, je rappelle ce que nous avons toujours dit : non, notre parti n'est pas divisé, mais c'est une façon moderne de faire de la politique que d'exprimer clairement, honnêtement, sans détours et sans mystification, les désaccords qui peuvent subsister, car nous ne serons jamais un parti homogène, un parti où l'on fait semblant d'être unis parce qu'on ne veut pas affronter ses différences. Le mouvement Socialiste français, depuis son origine, est riche de ses différences et nous avons atteint un seuil de maturité qui nous permet de les assumer avec autant de passion pour défendre nos idées que nous mettons d'énergie à développer ensemble un sens de la responsabilité.
(Vifs applaudissements)
Aussi, chers amis, chers camarades, aucune des énergies des militants de la Gauche Socialiste et, j'en suis sûre, des 27% qui ont voté globalement pour les courants de gauche, ne manquera pour ce combat fondamental de 2002, ne manquera pour que dans la préparation de notre programme, ensemble, nous trouvions le juste équilibre qui porte l'aspiration du peuple de Gauche. Oui, chers camarades, nous n'avons pas fait la synthèse politique, mais nous sommes rassemblés, rassemblés pour gagner en 2002, rassemblés derrière François Hollande, rassemblés derrière Lionel Jospin et son gouvernement.
(Applaudissements)

Adeline Hazan - Merci, Marie-Noëlle.
La parole est maintenant à Henri Emmanuelli pour la motion 3, pour dix minutes.

(Entrée de Lionel Jospin dans la salle du Congrès - Vifs applaudissements)

Henri Emmanuelli
Merci. Dix minutes, ce sera peut-être plus qu'il ne me faut de temps.
Mes chers camarades, malgré les efforts de notre premier secrétaire et la bonne volonté des uns et des autres, un certain nombre de malentendus ou d'ambiguïtés n'ont pas pu être dissipés et la synthèse n'a pas pu avoir lieu.
Au nom de la motion 3, je le regrette. Mais le fait que, dans une démocratie adulte, un parti démocratique fonctionne sur le principe d'une majorité et d'une minorité, n'est ni une anomalie, ni un drame. Des minorités, il y en a toujours eu, même si les précédentes fois, les chiffres étaient différents.
Notre position sera donc celle d'une attente constructive plutôt qu'une opposition systématique résolue. Je disais hier qu'en toute hypothèse nous serions là pour participer au débat et mener les combats qui sont devant nous. Nous n'avons pas changé d'avis. D'autant moins changé d'avis que nous avons eu le sentiment que, sur certains sujets, et non des moindres, les lignes de clivage ne passaient pas forcément entre majorité et minorité.
Si nous n'avons pas pu parvenir à une synthèse politique, c'est parce que, sur un certain nombre de points dont nous avions dès vendredi souligné l'importance, il

nous a paru que la majorité n'était pas en mesure, du moins dans l'immédiat, de répondre à notre attente, bien que des avancées significatives aient été possibles sur certains amendements, comme l'a d'ailleurs rappelé à l'instant Vincent Peillon.
Cela a été le cas sur notre demande de loi relative à la précarité. Cela a également été le cas sur le principe de la mise en œuvre d'un transfert des cotisations sociales patronales sur la valeur ajoutée, par étapes, au cours de la prochaine législature. Et sur ce dernier point, important pour notre pays plus qu'à nos yeux, car c'est de notre pays qu'il s'agit, nous avons apprécié la bonne volonté du premier secrétaire et de certains membres de la majorité, mais nous avons aussi mesuré les lourdes réticences des autres.
En revanche, sur l'Europe, dont il nous a été dit d'entrée qu'il serait difficile de partager notre engagement en faveur d'institutions démocratiques fédérales, ou sur un engagement de date pour la tenue d'une conférence salariale tripartite, où nous nous sommes heurtés au refus catégorique de la nouvelle ministre de l'Emploi, comme sur la démocratie sociale, nous ne sommes pas parvenus à nous convaincre mutuellement.
Ces trois questions sont, à nos yeux, essentielles et nous n'avions pas caché, tout au long du débat préparatoire comme d'ailleurs au cours des débats de ce Congrès, qu'elles conditionneraient notre attitude. La synthèse, oui, mais pas à n'importe quel prix. Ce n'est pas une forme de culte. Le débat, pour avoir un sens et une utilité, implique un minimum de clarté, de cohérence et de suite dans les idées.
Aucune de ces questions n'est facile et nous n'avons pas la prétention de détenir à nous seuls la vérité. Mais nous aurions souhaité rencontrer plus de réceptivité sur la question des salaires qui est aujourd'hui l'un des points centraux de la redistribution de la croissance, à l'heure où les profits et les dividendes flambent et où le pouvoir d'achat du salaire moyen annuel n'a, je le rappelle, progressé que de 0,6% en 1999, dans un contexte où le taux d'inflation sous-jacent dans la Communauté européenne reste inférieur à 1,5%, au moment aussi où des voix s'élèvent jusque dans nos rangs et malgré toutes les mises au point, pour justifier cette évolution très modérée des salaires par un prétendu choix entre feuille de paye et créations d'emplois. Je n'y reviendrai pas, c'était le sujet d'hier. Cette opposition, je voudrais tout de même le rappeler avec gravité, n'est ni juste, ni pertinente, ni économiquement, ni socialement parlant.
Quant à l'affaire de l'UNEDIC, qui constitue la première étape de ce que le MEDEF appelle la refondation sociale, nous avons estimé qu'il nous fallait attendre la suite pour être convaincus qu'un éventuel agrément de l'accord minoritaire sur les nouvelles modalités d'indemnisation du chômage ne constituerait pas, comme s'en prévalent à grands cris les signataires, la légitimation de ce processus auquel - nous ne surprendrons personne et nous ne sommes d'ailleurs sûrement pas les seuls - nous sommes totalement opposés. De même, nous avons quelques difficultés à admettre, malgré les explications qui nous ont été données, que les préalables posés par les syndicats, qui sont à la fois majoritaires et réfractaires à ces accords, soient levés. Enfin, il n'est pas

évident de prôner la future mise en œuvre d'accords majoritaires sans que cette règle ne s'applique dès aujourd'hui, même si le droit actuel, nous en convenons, n'en fait pas une obligation.
La discussion s'est arrêtée là et nous n'avons pas pu, du coup, aborder la démocratisation du Parti Socialiste Européen, la question des nationalismes, du communautarisme ou bien celle de la fiscalité et quelques autres. Mais nous aurons rapidement, je n'en doute pas, d'autres occasions.
Voilà, mes chers camarades, sans amertume, sans aucun des procès d'intention qui accompagnent généralement ce genre d'exercice, l'état de la situation.
Comme nous l'avions annoncé, nous voterons pour François Hollande au poste de premier secrétaire.
(Applaudissements)
Et si l'on juge souhaitable de nous inviter à partager la gestion ou la direction du Parti - je ne sais comment il faut dire - pour rassurer celles et ceux qui pourraient, à tort, craindre pour son unité qui n'est pas en cause, ou bien pour participer à l'élaboration du projet des Socialistes, nous y sommes disposés, en demandant simplement peut-être que se tienne dans les mois qui viennent une convention sur les inégalités sociales, qui devrait, à mon sens, intéresser tout le monde.
Encore un mot pour dire que notre Parti reste, en ces temps difficiles pour l'image de la politique, la formation la plus appréciée des Françaises et des Français et que nous sommes persuadés que notre attitude, loin d'écorner cette image, la renforcera, car nous y ajouterons celle d'une opposition interne responsable et constructive, et si possible attractive, pour celles et ceux qui hésitent parfois à nous rejoindre par crainte d'être condamnés à une certaine uniformité de pensée.
Quant au gouvernement, dirigé par notre Premier Ministre Lionel Jospin, présent à cette place avec de magnifiques bretelles… (rires et applaudissements)… je n'en ai pas mis pour ne pas risquer de me faire remonter les miennes !… Il sait pouvoir compter sur notre soutien et notre dévouement, aujourd'hui comme hier, demain comme après-demain, dans une perspective qui s'annonce à la fois intéressante et peut-être moins calme que les années passées. Mais nous serons là, Lionel, tu le sais, car ce qui nous importe, c'est la victoire de nos idées, c'est la transformation sociale, c'est la marche en avant et nous savons que, de ce point de vue-là, nous avons une bonne locomotive.
Merci.
(Vifs applaudissements)

Adeline Hazan - Merci Henri.
Nous allons maintenant procéder au vote sur le rapport de la Commission des résolutions.
Je demanderai aux délégués de bien vouloir s'asseoir car je précise que seuls les votes de ceux qui sont assis seront décomptés.
Je demande aux permanents de se mettre en place.

Je rappelle les règles du vote : seuls les délégués votent en levant leur carton rouge à bout de bras pendant une minute.
Sur le rapport de la Commission des résolutions, qui s'abstient ? …
Qui vote contre ? …
Qui vote pour ? …
Nous aurons le résultat des votes dans une dizaine de minutes.
Je fais quelques annonces en attendant. La première est surtout de vous rappeler qu'il faut remplir les questionnaires car il y a assez peu de questionnaires qui nous sont parvenus pour le moment. Vraiment, nous insistons sur le fait que vous rendiez les questionnaires de l'Institut politique de Grenoble et celui de la Commission histoire du Parti.
Je vais maintenant donner la parole à Louis Mermaz qui va nous lire une motion de soutien à l'Union des forces démocratiques « Ere Nouvelle de Mauritanie ».
Louis, tu as la parole.

Louis Mermaz
Chers camarades,
Henri Nallet, secrétaire des relations internationales, m'a demandé de soumettre à votre vote une motion de soutien à l'Union des forces démocratiques « Ere Nouvelle de Mauritanie » dont voici le contenu :
"Le Congrès du Parti Socialiste tenu à Grenoble, les 24, 25 et 26 novembre 2000, a pris connaissance de la dissolution illégale et illégitime de l'Union des forces démocratiques « Ere Nouvelle » par le gouvernement mauritanien et s'inquiète des conséquences de cette grave décision sur le processus démocratique et la stabilité de ce pays.
Fidèle à sa position permanente de défense de la démocratie partout où elle est menacée et soucieux de favoriser le respect du droit et la nécessité d'un dialogue ouvert et responsable entre pouvoir et opposition en Afrique et dans le monde, il condamne cette dissolution.
Il déplore aussi l'emprisonnement des dirigeants et des militants de l'Union des forces démocratiques « Ere Nouvelle » dans des conditions inhumaines et dégradantes, en violation des lois mauritaniennes et des normes démocratiques universelles.
Le Congrès du Parti Socialiste demande la libération immédiate des détenus politiques, l'annulation de la décision de dissolution de l'Union des forces démocratiques « Ere Nouvelle », et la reprise du processus démocratique dans des conditions de transparence et sur la base d'un consensus national qui seul peut garantir la paix sociale et le développement harmonieux du pays."
Je demande à ceux qui sont d'avis d'adopter ce texte de bien vouloir lever la main…
Pas d'opposition ?
Pas d'abstention ?
Ce vote est acquis à l'unanimité.
(Applaudissements)

Je vous informe, d'autre part, que les partis politiques africains présents au Congrès de Grenoble, que je salue, ont fait une déclaration demandant :
la libération immédiate et inconditionnelle d'Alpha Condé, président du Rassemblement du peuple de la Guinée, et de ses camarades… (applaudissements)… et leur rétablissement plein et entier dans leurs droits civiques et politiques.
La libération immédiate et inconditionnelle des responsable et militants, vous venez de le voter, de l'Union des forces démocratiques « Ere Nouvelle de Mauritanie ».
L'annulation de la décision de dissolution de ce parti.
Le Congrès des Africains réuni ici demande aussi le respect par les gouvernements guinéen, mauritanien et burkinabé des principes des Droits de l'Homme et de la démocratie inscrits dans la charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples, dans la charte des Nations Unies ainsi que dans les constitutions mauritanienne, guinéenne et burkinabé.
Les partis signataires sont : le Mouvement populaire de libération de l'Angola, le Parti social démocrate du Bénin, le parti pour la Démocratie et le progrès du Burkina Faso, le Front démocratique du Burundi, le Parti social démocrate du Cameroun, le parti africain pour l'indépendance du Cap Vert, le Front patriotique pour le progrès du Centrafrique, le Parti comorien pour la démocratie et le progrès, le Front populaire ivoirien, le Front démocratique de Djibouti, le Parti gabonais du progrès, le Rassemblement du peuple de Guinée, Convergence pour la démocratie sociale de Guinée équatoriale, les Forces démocratiques du Mali, le Mouvement militant mauricien, le Parti nigérien pour la démocratie et le Socialisme, l'Alliance des forces de progrès du Sénégal, le Parti Socialiste du Sénégal, la Convention démocratique des peuples africains du Togo et bien sûr l'Union des forces démocratiques « Ere Nouvelle de Mauritanie ».
Dix-neuf partis qui ont signé cette déclaration commune.
Merci.
(Applaudissements)

Alain Claeys - Chers camarades, voici les résultats sur le texte de la Commission des résolutions :
Pour : 390.
Contre : 68.
Abstention : 1.
(Applaudissements)
Je passe la parole à François Rebsamen pour quelques informations concernant les réintégrations.

François Rebsamen
Conformément aux statuts de notre Parti, je dois vous donner lecture des réintégrations. C'est toujours un moment intéressant.
Au titre de la fédération de l'Aisne, je vous demande d'acter la réintégration d'Yvonne Bou et de Chantal Pipart.

Pour la fédération de la Gironde : Michel Lacome et Jean Despujols.
Pour la fédération du Nord : Umberto Battisti et Daniel Hocq.
Pour la fédération de la Somme : Philippe Casier.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Louis Mermaz - Merci.
Je vais maintenant demander à François Hollande, premier secrétaire, de bien vouloir s'adresser au Congrès.
(Vifs applaudissements)

François Hollande
Chers camarades, notre Congrès de Grenoble s'achève. Il a illustré notre façon de faire de la politique : le débat sur les idées, la recherche d'une cohérence, le rassemblement sur l'essentiel.
Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué : les délégués du Congrès bien sûr, les organisateurs, le service d'ordre et surtout nos hôtes.
D'abord Michel Destot qui, avec Didier Migaud à la Communauté d'agglomérations, est un digne successeur d'Hubert Dubedoux.
Je rends hommage à André Vallini et à tous les camarades de la fédération de l'Isère qui se sont dépensés sans compter pour nous faciliter la tâche.
(Applaudissements)
Et je salue Louis Mermaz car c'était lui, en 1973, qui faisait fonction de puissance invitante du premier Congrès de Grenoble, celui qui suivait Epinay. François Mitterrand en était alors le premier secrétaire. C'est à cette occasion que Lionel Jospin est entré à la direction du Parti Socialiste.
C'est vous dire, chers camarades, le défi maintenant lancé à celles et ceux qui, à leur tour, accéderont à cette direction après notre Congrès !
Nous tenions à venir à Grenoble parce que c'est la ville symbole de la modernité et de la solidarité.
Elle se situe dans la région Rhône-Alpes où nos ambitions sont élevées pour les prochaines élections municipales.
Région qui a su se mobiliser victorieusement contre les alliances Droite et extrême droite, même si je n'oublie pas qu'il y a encore trois Conseils régionaux en France où cette compromission perdure sans que la Droite nationale ne s'en offusque.
(Applaudissements)
Recyclant au contraire un à un les protagonistes de ces alliances honteuses comme pour préfigurer d'autres dérives possibles en 2001, je vous le dis, chers camarades, nous ne laisserons pas faire !
(Applaudissements)
Nous nous retrouvons donc à Grenoble, trois ans après notre Congrès de Brest. Il s'agissait alors de goûter la joie d'une victoire aussi douce qu'anticipée, d'apprécier nos premiers pas dans l'action gouvernementale et de réaffirmer

déjà nos engagements, ceux-là même que nous avions fixé ensemble dans nos conventions nationales.
La vigueur de nos débats en avait peut-être souffert, j'en conviens, mais notre unité alors avait puissamment aidé à donner stabilité et force à notre majorité au moment où elle s'installait dans l'incertitude même de son temps de vie.
Aujourd'hui, trois ans après, notre Congrès se situe à un moment particulièrement bienvenu : nous sommes suffisamment loin de 1997 pour porter un regard lucide sur le bilan qui se dessine, sans être définitivement achevé et nous sommes suffisamment près de l'échéance de 2002 pour déjà esquisser notre projet sans être soupçonnés de faire l'impasse sur ce qui nous reste à faire jusqu'à la fin de notre mandature. Donc nous sommes en situation de mesurer le chemin parcouru.
Ce n'est pas la première fois, chers camarades, que le Parti Socialiste est aux responsabilités le temps d'une législature, en 1981 puis en 1988 les Socialistes ont su mener de grandes réformes qui ont profondément transformé notre pays et qui constituent encore aujourd'hui des références essentielles : la retraite à 60 ans, la décentralisation, le revenu minimum d'insertion, la paix en Nouvelle-Calédonie et l'abolition de la peine de mort qui distingue les nations civilisées des autres, même si l'une d'entre elles est la première puissance du monde. (Applaudissements)
Mais nous avons pu alors bénéficier de la présence de François Mitterrand à l'Elysée, pour résister aux fluctuations de l'économie et à celles non moins brutales de la confiance des Français. Rien de tel dans cette législature, dans le cadre d'une cohabitation d'un genre nouveau, nous ne comptons pas que des amis et d'une coalition inédite, la Gauche plurielle, dans notre vie politique.
La durée ne nous était donc pas donnée d'avance, elle ne pouvait résulter que de notre propre réussite. Chacun savait que même affaibli le chef de l'Etat disposait au bout d'un an de la possibilité de saisir le peuple de nos premières difficultés, de nos divisions, de nos échecs et s'il ne l'a pas fait, s'il s'est finalement contenté de petites phrases, de petites interventions, de petits coups, de petits calculs, ce n'est pas simplement faute de grandeur, c'est tout simplement parce qu'il n'a jamais eu les moyens d'adopter une autre conduite.
Notre force, notre longévité même, ne sont pas le fruit d'une garantie constitutionnelle ou d'un armistice conclu au plus haut niveau mais la récompense de notre propre action. C'est en effet la première fois que le Parti Socialiste gouverne aussi longtemps sans être contraint de décréter la pause ou la rigueur, sans affronter la défiance et parfois même le rejet.
C'est aussi la première fois que la Gauche parvient à préserver son unité, que le Parti Communiste est engagé dans son histoire sur un contrat aussi long au gouvernement, la première fois que les Verts participent à l'exercice même de la responsabilité du pays.
Tout cela n'a été possible que parce que nous avons avancé là où tous les autres gouvernements avaient fini par reculer. La réduction du chômage, près de 1 500 000 emplois créés en trois ans, record historique, nous l'avons tous dit, sans en mesurer peut-être suffisamment l'importance, un taux de chômage qui recule

mois après mois pour tomber en dessous de 10% de la population active, peut-être bientôt en dessous de 9 et cette baisse qui concerne avec la même ampleur les jeunes comme les chômeurs de longue durée, Chers camarades, c'est plus qu'une inversion de tendance, c'est déjà un changement de société.
Certains, pour atténuer nos performances - cela peut arriver- prétendent que nous avons été portés par une conjoncture internationale favorable. Certes, la croissance de l'économie française a été incontestablement tirée par la demande mondiale, mais celle-ci était déjà vigoureuse depuis 1995, elle n'en avait pas été pour autant stimulée par nos prédécesseurs qui s'efforçaient d'ailleurs, avec un talent décourageant, une obstination inaltérable, une efficacité incontestable, de décourager toute tentative de reprise, et ils y sont parvenus.
(Applaudissements)
Et si nous, nous avons réussi sur ce plan c'est tout simplement parce que nous sommes allés au-delà des potentialités de la croissance, avec les emplois jeunes, avec les 35 heures, sans cette volonté de prendre des risques, d'introduire de nouveaux instruments, de rompre avec des méthodes convenues, notre pays n'aurait pas repris aussi vite confiance en lui-même, la croissance n'aurait pas été l'une des plus fortes d'Europe, elle n'aurait pas été aussi riche en emplois.
Mais ces résultats, aussi appréciables soient-ils, n'auraient pas à eux seuls préservé le lien que nous avons su établir avec les Français depuis 1997. C'est parce que nous avons aussi engagé des mesures vigoureuses en matière de lutte contre les inégalités : la loi contre les exclusions, le droit à la santé, la couverture maladie universelle, la baisse des prélèvements, notamment pour les plus modestes ; nous avons mené de grandes réformes de société : le temps libéré, avec les 35 heures, la parité, le PACS.
Certes, pour relativiser l'importance de notre entreprise il nous est souvent opposé le piètre état de la Droite. Comment une nouvelle fois nier cette évidence ? Je ne peux, comme vous-mêmes, que constater que cette Droite ne s'est jamais remise de sa défaite de 1997. Divisée sur ses choix, incapable de présenter une alternative crédible, ambiguë sur ses alliances, elle n'a jamais été en mesure de jouer son rôle d'opposition, au point - et nous devons le regretter- de faire perdre au débat démocratique une large part de sa dynamique.
Pour autant, qui peut prétendre que cette Droite nous a facilité les choses ? Souvenons-nous de l'obstruction parlementaire au moment du débat sur le PACS, de l'édulcoration de nos textes au Sénat sur la limitation du cumul des mandats, de l'empêchement d'agir pas simplement d'ailleurs de la Droite parlementaire pour réformer le Conseil Supérieur de la magistrature et assurer l'indépendance de la justice, sans oublier les contraintes liées à la cohabitation qui font du chef de l'Etat, vous le savez, d'abord celui de l'opposition.
Il est vrai qu'il passe davantage de temps à s'occuper du sort de la Droite que de celui de la France. On constatera d'ailleurs que l'une va mieux que l'autre. Les soins prodigués ne sont pas il est vrai de même nature.
Par ailleurs, aucune épreuve ne nous a été épargnée : nous avons connu les chocs économiques et encore récemment le conflit du pétrole ; nous avons connu des difficultés sociales, des turbulences dramatiques, notamment en Corse

; une guerre au Kosovo et si nous avons finalement résisté c'est que nous avons été capables, chers camarades, de conjuguer trois principes : le respect de la parole donnée, la concertation sur nos choix avec la Gauche plurielle et avec la société et des résultats significatifs sur les objectifs assignés.

Nous avons donc remporté la bataille de la durée, grâce à la mise en œuvre d'une ligne qui a concilié le volontarisme sans lequel la Gauche se perd, et la crédibilité sans laquelle elle s'efface.

Le Parti Socialiste a pris sa part dans cette bataille délicate, nous avons veillé les uns et les autres à la mise en œuvre de nos promesses, sans nous identifier au rôle de greffier vétilleux de nos textes fondateurs. Nous avons apporté par nos propositions, notamment dans le cadre de nos conventions, des idées et des orientations. Nous avons pesé sur les choix avec les groupes parlementaires, nous avons contribué par notre cohérence à la cohésion de la majorité plurielle et nous avons tenu notre rang dans les batailles électorales qui sont survenues depuis 1997.

J'entends là aussi un certain nombre d'observations sur le défaut d'idées ou le manque de débat mais s'agissait-il pour nous de réformer une doctrine que nous avions fixée de 1995 à 1997 ? Convenait-il déjà de préparer un projet alors que nous commencions à peine à mettre en œuvre notre programme ? Fallait-il faire jouer au Parti Socialiste le rôle caricatural de la vestale idéologique à côté d'un gouvernement confronté solidairement à l'exercice du pouvoir ? Fallait-il préparer, pour des considérations de pure posture, des propositions que l'on savait impossibles à reprendre par le Premier Ministre ? Qui l'aurait compris ? Et pour quels objectifs ?

Il nous a paru plus pertinent de peser sur les décisions plutôt que de tomber dans une schizophrénie qui n'est jamais une vertu politique.

Mais, curieuse attitude qui consiste quand la Gauche échoue à se moquer de son irréalisme et quand elle réussit - et cela peut arriver - à se gausser de son manque d'ambition ! Nous avons la faiblesse, chers camarades, de penser - et le débat du Congrès de ce point de vue a été éclairant - que diminuer le chômage autant que nous l'avons fait, libérer du temps pour les salariés, donner une expérience aux jeunes et promouvoir la place des femmes, constitue un véritable projet de société.

(Applaudissements)

J'en viens à notre débat du Congrès. Nous achevons une période et nous en ouvrons une autre, et ce fut le sens de notre controverse, elle a d'ailleurs moins porté sur l'évaluation de notre bilan, qui a été salué par tous, que sur la façon dont nous devrions désormais le mettre au service de nos priorités.

Permettez-moi d'abord de remercier tous les camarades qui par leurs contributions, leurs motions, leurs amendements, ont animé nos discussions et conduit à l'expression d'un vote qui - une fois n'est pas coutume - a satisfait l'ensemble des protagonistes. D'abord ceux qui ont obtenu une majorité suffisamment forte pour assurer la stabilité du Parti, ensuite ceux qui existaient déjà comme stabilité et qui ont progressé depuis Brest, enfin ceux qui

n'existaient pas encore sous cette forme et qui ont su traduire les aspirations d'un bon nombre de nos militants soucieux de faire vivre le débat.
Eh bien ! Chers camarades, le vote des Socialistes a été comme souvent d'une rare intelligence ou d'une exceptionnelle malice, chacun a pu considérer avoir atteint ses objectifs.
(Applaudissements)
Trois sujets majeurs ont été évoqués dans nos échanges et notamment dans la Commission des résolutions. D'abord le financement de la protection sociale, il s'agit d'une question, celle de l'élargissement des cotisations à l'ensemble de la valeur ajoutée et non plus les seuls salaires, qui figure dans nos travaux de Congrès depuis longtemps, l'idée figurait déjà dans nos propositions de 1997, il faut avouer qu'elle n'a pas fait l'objet d'une application intégrale, notamment dans l'accompagnement des 35 heures, chacun hier en a reconnu la pertinence mais aussi la difficulté.
Nous nous sommes donc les uns et les autres - et je veux ici saluer ce consensus - retrouvés pour fixer cet objectif à l'horizon de la prochaine législature et pour envisager une mise en œuvre par étapes et de façon maîtrisée.
Second sujet : la politique de redistribution et notamment les salaires, refusons la caricature qui voudrait qu'il y ait d'un côté ceux qui se préoccuperaient du seul emploi et négligeraient le pouvoir d'achat des salariés ou des plus modestes et de l'autre ceux qui ne seraient mus que par l'idée du partage, au risque d'altérer la croissance.
Nous avons trop de respect les uns pour les autres pour en rester là. Nous affirmons ensemble qu'il est possible, grâce à la politique économique que nous avons su mener depuis 1997, de créer des emplois et de modifier le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail et même si tout ne relève pas de l'action de l'Etat et qu'il faut quand même rappeler que le rapport de forces au sein de l'entreprise est aussi décisif et que tout ne se décide pas d'en haut.
Nous avons fixé ce cap, chers camarades, dans le cadre de la Gauche plurielle et je ne vois pas pourquoi les Socialistes dans leur Congrès devraient aller plus loin que ce que nous avons décidé avec nos partenaires au début de ce mois, au nom d'un principe de calendrier, dans une motion de Congrès.
(Applaudissements)
Sur la démocratie sociale enfin, nous avons tous reconnu la nécessité d'en modifier les règles.
Nous sommes tous en faveur d'un changement des principes de représentativité.
Nous sommes tous en faveur d'accords majoritaires, une loi devra fixer les principes et les modalités de ce nouveau paritarisme, au risque sinon d'ailleurs de le perdre en chemin.
J'ai proposé que le PS rencontre l'ensemble des organisations syndicales de ce pays pour engager l'indispensable concertation avant d'en arriver aux principes que nous définirons en commun.
Nous avons aussi rappelé hier tous, notre condamnation de la refondation sociale du MEDEF, qui n'est ni sociale, ni une refondation.

De ses objectifs, comme de ses formes, est confirmée la suprématie de la loi sur le contrat pour respecter l'ordre public social.
(Applaudissements)
Alors, c'est vrai, nous nous sommes séparés sur un point : sur l'agrément à donner à l'accord UNEDIC.
Nous avons considéré que dès lors que ce qui nous avait mobilisé à juste raison, le caractère obligatoire du PARE, les changements des règles du code du travail en matière de sanctions, la mise en cause du service public de l'emploi, l'utilisation des excédents pour exclusivement baisser les cotisations, tout cela avait été retiré, levé, abandonné sous la pression du gouvernement.
Il faut dire que celui-ci avait obtenu gain de cause, et il n'y avait pas de raison, à nos yeux, de faire comme si rien ne s'était produit, au risque de rendre illisible notre propre action et finalement incompréhensible notre argumentation.
Il n'y aura donc pas de synthèse. C'est finalement l'honneur de chacun de considérer qu'une différence bien identifiée vaut mieux qu'un accord confus.
(Applaudissements)
Il y aura une majorité et une minorité. Cette situation n'est d'ailleurs pas nouvelle dans notre Parti. Déjà, à Brest, je le rappelle à ceux qui pourraient là aussi - et cela peut arriver - perdre la mémoire, déjà à Brest, nous avions fait un constat équivalent.
Il n'y avait pas eu synthèse avec la Gauche Socialiste, pas plus qu'avec les amis d'Alain Vidalies.
Nous n'en avons pas collectivement souffert ni même individuellement, au point même qu'au bout de deux ans, et sans rien renier des différentes analyses, chacune des sensibilités minoritaires avaient fini par accéder à la direction du Parti, même si certaines étaient déjà rentrées au gouvernement préalablement, comme quoi le Parti peut avoir, sur ce point, aussi du retard par rapport au gouvernement, ou comme d'autres de l'avance par rapport au Parti.
(Applaudissements)
Je suis encore prêt aujourd'hui, au regard de l'importance des échéances à venir, à faire ce travail de rassemblement.
J'y mets, chers camarades, plusieurs conditions.
La première est une participation réelle aux décisions.
Entrer à la direction du Parti Socialiste, ce n'est pas adopter un statut d'observateur mais c'est être un acteur à part entière.
(Applaudissements)
Entrer à la direction du Parti Socialiste, c'est assurer la solidarité dans le travail collectif, et la solidarité dans les décisions qui sont prises en commun.
(Applaudissements)
Enfin participer à la direction du Parti Socialiste, c'est respecter la cohérence d'ensemble tout en gardant ses analyses personnelles ou collectives. A chacun désormais de faire son choix.
Je dois dire que j'ai déjà interprété, peut-être abusivement, le choix des motions 2 et 3, de ne pas présenter de candidats à la fonction de premier secrétaire, pas simplement comme une habileté tactique, je l'ai pris aussi comme un hommage,

chacun à sa fierté, mais surtout comme une intention de ne porter le débat que sur l'essentiel, les idées, et non pas sur les enjeux de personnes.
(Applaudissements)
Il y a donc, chers camarades, des chances sérieuses que je sois encore votre premier secrétaire pour trois ans, puisque je suis, encore à cette heure, le seul candidat.
Je ne veux d'ailleurs pas croire que cette crise des vocations révèle la difficulté de la tâche, ou son ingratitude, ou son austérité.
Je lis aussi que le poste sécrète au moins pour l'avenir des convoitises, alors j'en suis heureux et même rassuré.
(Applaudissements)
D'ici là, il me reviendra, si les militants le décident jeudi prochain, de tenir compte de toutes les aspirations manifestées dans le Congrès, de faire vivre le débat et de préparer collectivement notre projet afin d'assurer la mobilisation de tous en 2002 et donc le succès de notre Parti et de la Gauche plurielle.
Nous avons voulu, chers camarades, faire de ce Congrès, la première étape de l'élaboration de notre projet et nous l'avons tous dit et répété.
La période n'est déjà plus la même. La question aujourd'hui n'est plus de remettre le pays sur des rails, après bien des erreurs d'aiguillage, mais de faire l'essentiel, c'est-à-dire de répondre à l'enjeu majeur : celui du sens à donner, celui de la perspective à tracer, celui du vide à combler, pour imposer des valeurs à un capitalisme qui ne les pèse qu'au trébuchet des marchés financiers.
Ce projet ne doit être ni une répétition de nos engagements, ni un catalogue de mesures nouvelles.
Il doit prendre en considération les défis nouveaux que nous lance le capitalisme mondialisé et l'extension continue de la sphère marchande.
Il doit s'appuyer sur les aspirations des citoyens à plus d'autonomie mais aussi à plus de solidarité. Il doit partir du rôle que doivent jouer ensemble les acteurs publics à l'échelle nationale comme au plan européen et qui sont les seuls instruments légitimes puisque issus du suffrage universel.
Trois principes doivent nous guider pour bâtir l'architecture de notre projet :
- L'exigence de long terme : il ne s'agit plus simplement de répondre à l'urgence ou de traiter tel ou tel impératif conjoncturel mais d'inscrire l'action dans la durée et dans une perspective de transformation sur des champs aussi majeurs que les institutions, que l'Etat, que la fiscalité, que l'énergie, que l'environnement, que la maîtrise du progrès scientifique.
Il nous faudra du temps parce notre œuvre exigera une confrontation d'ampleur.
- Le deuxième principe, c'est la nécessité, chers camarades, de penser global.
Il n'est plus possible de rester confiné dans le seul cadre national.
Aujourd'hui, politique extérieure et politique intérieure se confondent dans leurs objectifs et quelquefois même dans leurs instruments.
Il n'est même plus concevable de sectoriser, comme nous l'avons fait dans le passé, la politique économique, le social, le sociétal, tout se tient.

L'exemple de la vache folle en est le plus démonstratif. C'est un système économique qui l'a produit. C'est un système d'échanges qui l'a diffusé, c'est un système politique qui doit l'endiguer.
Voilà pourquoi la conception que nous avons aujourd'hui de la Gauche plurielle n'est pas celle de la sous-traitance, ou de la division du travail politique : aux Verts l'écologie, au PC le social, au MDC la République, aux Radicaux la laïcité, et aux Socialistes la synthèse.
Non et nos partenaires d'ailleurs ne l'accepteraient pas. Nous, nous avons vocation à couvrir tout le champ de l'action politique avec nos propres analyses, avec nos propres sensibilités et avec nos propres propositions.
(Applaudissements)
- Le troisième principe qui doit nous guider pour le projet, c'est de mettre en œuvre les régulations face à la prétention des marchés de dicter leurs normes, leurs références et d'imposer le seul critère de l'argent aux activités humaines. Cette régulation doit être double : elle doit être celle de l'Etat, et des acteurs publics et notamment de l'Europe, mais aussi celle des citoyens à travers de nouveaux droits.
C'est cette conjugaison du pouvoir politique et de l'extension du droit qui peut répondre efficacement à l'ampleur du défi qui nous est posé. C'est cette alliance qu'il faut créer entre les citoyens et leurs représentants, qu'il faut nouer.
Il n'y a pas, chers camarades, de pire malheur public que lorsque la pensée dominante parvient à opposer les citoyens et leurs représentants. Quand les citoyens se confondent avec l'opinion et que les politiques s'éloignent des citoyens. C'est alors toujours le marché qui gagne la partie.
La crise de la citoyenneté, l'indifférence civique, l'effacement du politique sont à la fois les révélations de la difficulté d'air mais aussi les freins à une véritable régulation de la puissance des marchés.
Pour se débarrasser de l'Etat, rien de mieux que d'affaiblir la démocratie. Alors, chers camarades, pour affirmer l'Etat, rien de mieux que de renforcer la démocratie.
(Applaudissements)
Forts de ce principe, et à l'occasion de ce Congrès, nous avons précisé un grand nombre d'objectifs.
J'en retiens trois :
le plein emploi, la pleine citoyenneté, la pleine égalité.
Face au chômage, nous avons peut-être fait le plus difficile, inverser la courbe. Mais, paradoxalement, le plus dur reste à accomplir. Il s'agit de favoriser le retour à ce qui a été longtemps un slogan, un mythe : le plein emploi, mais aussi de permettre l'accès de chacun au bon emploi pour éviter que le bonheur statistique ne cache le malheur individuel, celui des travailleurs pauvres qui ne pointent plus que sporadiquement à l'ANPE, mais ne gagnent plus que partiellement leur vie.
(Applaudissements)
Les Socialistes doivent donc, une nouvelle fois, avancer de nouvelles propositions : au-delà de la pénalisation financière des entreprises qui recourent

abusivement aux formules précaires, il convient d'engager une vaste réforme de la formation permanente pour donner à chacun, à tout moment de sa vie, le droit d'accéder aux qualifications nouvelles dans le cadre d'une éducation conçue sur toute la vie.
Mais dans le même temps, il nous faut répondre aux jeunes qui aspirent légitimement à une autonomie financière pour mener leurs études, ou pour faire face à la recherche d'emploi. L'idée - et elle vient du Mouvement de la jeunesse Socialiste - serait d'attribuer une allocation formation permettant aux moins de 25 ans, en contrepartie d'un parcours qualifiant, de construire leur avenir.
C'est quand même une plus belle perspective que la débrouille dans l'attente du RMI.
(Applaudissements)
L'urgence c'est aussi le chômage de très longue durée qui ne peut plus être traité par les mesures traditionnelles, fussent-elles complétées par des formules d'assistance ou des primes de Noël.
C'est un véritable contrat de retour au travail qui doit être proposé à des personnes afin de les ramener sans doute, sur plusieurs années, vers l'activité.
Le plein emploi, véritable nouvelle frontière pour les Socialistes est une façon d'aller vers la pleine citoyenneté.
Nos institutions ont fait la démonstration depuis trop d'années de leur lourdeur et de leur inadaptation à agir vite et dans la transparence.
Les Socialistes qui ont fait avancer les idées sur la parité, et il y en a encore beaucoup à faire y compris au Parti Socialiste, le mesurent régulièrement. Sur la limitation du cumul des mandats, il y a peut-être encore à faire…
(Applaudissements)
L'indépendance de la justice parce qu'il faut aller jusqu'au bout, et le quinquennat, mais cela est déjà fait !
Nous avons d'autres ambitions : l'affirmation du Président citoyen mais il y aurait tant à dire, que nous ne le dirons pas.
(Applaudissements)
Le renforcement des droits du Parlement pour rééquilibrer exécutif, législatif, et le lancement du deuxième axe de la décentralisation pour plus de démocratie, de proximité, plus d'efficacité dans la prise de décision, plus de clarté dans la responsabilité mais aussi plus de solidarité entre les territoires.
Enfin, il faudra bien aller dans nos propositions vers la reconnaissance de principes fondamentaux avec l'exercice du vote aux élections locales pour les résidents étrangers.
(Applaudissements)
La lutte contre toutes les formes de discrimination, au nom même du principe de laïcité, et le droit à une justice rapide et impartiale, dotée de moyens accrus pour agir contre toutes les formes de délinquances, des trafics, et aussi pour ne pas faire des prisons, les nouvelles oubliettes de notre société.
(Applaudissements)
La citoyenneté c'est aussi l'introduction de droits nouveaux : en faveur des salariés pour les rendre plus informés des décisions qui les concernent,

davantage respectés dans leur travail et présents dans les lieux de décision, de direction des entreprises d'une certaine taille. Et les droits des consommateurs afin qu'ils soient, eux aussi, plus associés au contrôle de l'origine des produits et leurs conditions de fabrication. L'actualité nous a fourni, là aussi, l'illustration.

La « pleine égalité » passe par la réhabilitation des services collectifs que la dynamique aveugle des marchés rend encore plus nécessaire.

L'éducation et la santé constituent les éléments majeurs du pacte social ; elles révèlent par leurs insuffisances ou leurs progrès l'état d'une société. Et nous devons, là aussi, prendre de nouveaux engagements pour interdire cette forme de reproduction sociale de destins individuels, pour lutter contre l'échec scolaire, pour faire un formidable effort qualitatif et quantitatif et pour donner davantage aux régions, aux départements, aux publics les plus en difficulté.

Et si le plan - vieille lune dira-t-on - a encore une utilité dans notre pays, si le plan doit être sorti sans doute un jour du musée des illusions, c'est bien pour programmer les moyens financiers, humains, matériels alloués dans le temps au service public de l'égalité.

(Applaudissements)

Chers camarades, notre projet de pleine égalité ne peut s'arrêter aux frontières de l'hexagone et du continent. Elle exige d'appréhender avec une autre intensité une autre ampleur, une autre méthode l'atteinte aux Droits de l'Homme que représente la pauvreté dans le monde, et notamment de l'Afrique. Nous proposerons l'annulation de la dette comme première étape pour les pays pauvres.

(Applaudissements)

Et le co-développement pour le partage effectif des biens publics internationaux.

Voilà le sens de notre projet qui s'esquisse.

Mais pour mener à bien ce rendez-vous avec les Français de 2002, il faut un parti vivant dans une Gauche plurielle. Nous abordons les échéances qui viennent avec un atout décisif : la force et l'unité de notre parti.

Sa force c'est d'être la première formation politique de France en suffrages comme en élus, c'est d'avoir été capable, depuis 1997, de gagner toutes les élections, législatives, régionales, cantonales, européennes où nous sommes arrivés en tête pour la première fois depuis 1979.

Cette force, elle vient des résultats de notre gouvernement. Elle vient du sens de l'Etat de Lionel Jospin mais aussi de notre image de parti apaisé et uni. Nous en avons fait l'éclatante démonstration au cours de ce Congrès et ce rassemblement n'a pas nui au débat. Il l'a même permis.

Cet état d'esprit a sa rançon, c'est dans le Parti et nulle part ailleurs que doivent s'organiser le débat, la réflexion et les choix, et nul ne doit camper en lisière dès lors qu'il a sa place et toute sa place en notre sein.

Je n'ignore pas, chers camarades, les sensibilités qui nous traversent, celles qui sont nées de ce Congrès, d'autres plus anciennes et qui perdurent, certaines plus nouvelles sans être toujours déclarées, peu m'importe au demeurant si ce sont les idées qui en sortent victorieuses mais je veillerai toujours, comme premier secrétaire, à ce que nous ne retombions jamais ni dans les travers d'hier, ni dans

les compétitions virtuelles par rapport à des échéances souvent lointaines et l'expérience nous l'a prouvé, généralement imprévisibles.
La démocratie militante d'ailleurs nous prémunit contre toutes ces menaces. Elle nous permet de désigner partout et dans de bonnes conditions nos responsables comme nos candidats mais, si je connais notre force, je mesure aussi nos faiblesses.
Elles ne sont d'ailleurs pas nouvelles. La première tient à notre difficulté d'accueillir ou de retenir dans nos rangs toutes les classes d'âge et toutes les couches sociales. Nous sommes présents dans la jeunesse, grâce à un MJS particulièrement dynamique, mais nous connaissons un creux générationnel des 25-35 ans, alors même que cette catégorie nous est la plus favorable au plan électoral.
Ce paradoxe s'explique par l'impossibilité de mener de front l'entrée dans la vie professionnelle, l'accomplissement de la vie sentimentale et familiale, et l'exigence du militantisme politique, mais aussi par la lourdeur de nos modes de fonctionnement, par l'opacité de nos règles de décisions, par la capacité ou l'incapacité qui est la nôtre de consulter plus régulièrement les militants autrement que par des textes souvent trop lourds et qui gardent de la lecture les milieux les plus populaires.
(Applaudissements)
Ces phénomènes n'expliquent pas tout, mais permettent de comprendre sans la justifier la participation insuffisante à nos grandes consultations militantes à l'occasion des conventions nationales comme à notre vote de Congrès. Les débats ne sont pas suffisamment lisibles et interviennent en fin de processus sur des textes plus souvent élaborés d'en haut que partis de la base militante.
(Applaudissements)
C'est pourquoi je propose une nouvelle méthode pour la préparation de notre projet et de notre programme. Elle vise à donner aux militants un rôle majeur. Nous consulterons en amont les fédérations du Parti sur les principaux thèmes de notre projet, pour recueillir tout au long de l'année 2001 les avis, les suggestions, les propositions afin de les soumettre à au moins 4 Conseils nationaux programmatiques qui en retiendront l'essentiel et feront les arbitrages nécessaires.
Le vote des militants consacrera à chaque fois la démarche et le texte issu de notre réflexion collective.
Cette méthode présentera l'avantage de revivifier nos conseils fédéraux et surtout notre Conseil national où tout le monde veut aller et où personne ne vient !
(Applaudissements)
J'ai tort de dire que personne ne vient, car Lionel Jospin vient toujours et ce n'est pas pour nous surveiller mais pour écouter ce que nous pouvons dire dans le Conseil national et c'est pour cela qu'il faut venir plus nombreux à nos travaux !

Mais cette méthode présentera aussi l'avantage de donner aux premiers fédéraux leur rôle d'animateur politique au-delà de la préparation souvent difficile, exigeante de nos rendez-vous électoraux.
A cet égard, j'envisage de réunir régulièrement un conseil des premiers fédéraux afin de les intégrer davantage aux délibérations politiques du plan national, non que je redoute que notre parti devienne celui des élus plutôt que des militants, je connais le débat, j'ai toujours pensé que lorsque nous perdions nos élus, nos militants n'y gagnaient rien et quand nous oublions les militants nous ne gardons pas pour autant les élus.
Mais je mesure la nécessité de donner à nos cadres intermédiaires davantage de moyens pour peser sur nos décisions collectives et notamment programmatiques.
Mais, au-delà du projet qui mobilisera toute notre énergie, qui exigera un dialogue du Parti, pas simplement avec lui-même mais avec l'ensemble des forces vives de la société, et pas simplement les experts, nous aurons à préparer plusieurs échéances majeures,
D'abord les élections municipales, parce que tous nos chefs de fil sont désignés et nous ratifierons les listes, à la fin du mois de janvier, listes paritaires faisant de la place aux jeunes, à ceux d'origine étrangère, donnant aussi aux handicapés une place parce que c'est aussi cela qui est notre devoir pour les élections municipales, bref des listes qui reflètent l'état de la société.
Néanmoins, nos résultats de 1989 et de 1995, je le dis tout net, limitent nos espoirs et nos marges de progression. Notre objectif sera de conforter notre implantation, même si je ne peux pas cacher nos ambitions sur les grandes villes. Je pense à Marseille, à Lyon où Gérard Collomb va mener le combat, à Marseille René Olmeta, à Paris Bertrand Delanoë… (applaudissements), Toulouse avec François Simon, et Bordeaux avec Gilles Savary, je ne vais pas tous les citer, sinon je parlerai aussi de ma commune et ce serait personnel !
Je disais que Bertrand Delanoë - mais il n'est pas le seul - assiste jour après jour à l'effondrement d'un système condamné jusqu'à l'absurde par le candidat du RPR puisque c'est ce parti qui avait fait de la mairie de Paris son annexe, sa succursale ou peut-être son siège social, ce qui d'ailleurs rend incontrôlable le maire actuel de Paris et peut-être silencieux le maire précédent.
Jamais le besoin d'alternance n'avait paru si nécessaire que dans la capitale, pour autant nous savons bien, nous les militants de ce Parti, que la Droite saura faire son unité à l'occasion d'un scrutin, le scrutin local où elle va chercher loin et parfois trop loin, les renforts clandestins ou déclarés. Alors mobilisons-nous chers camarades (applaudissements) avec la Gauche plurielle pour remporter ces échéances.
Ensuite, viendra le scrutin législatif. Il nous faudra désigner nos candidats sans doute à l'automne 2001, avec l'objectif de parité, qui conduira à réserver un grand nombre de ces circonscriptions aux femmes et pas seulement dans les circonscriptions que nous avons perdues en 1997.
(Applaudissements)

Il conviendra aussi dès lors que nous n'avons pas pu introduire une part de proportionnelle dans le scrutin de permettre à nos partenaires de la Gauche plurielle d'être davantage représentés qu'ils ne le sont aujourd'hui.
Ces négociations, j'en conviens ne seront pas faciles, avec eux, avec vous, mais j'en appelle, chers camarades, à la conscience et à la responsabilité de chacun. Il y va de l'avenir même de la stratégie de Gauche plurielle, cette stratégie n'a jamais été pour nous une alliance de circonstance, ou un simple arrangement électoral.
C'est un choix assumé et depuis 1995 pour longtemps et qui part d'une réalité simple : le Parti Socialiste est sans doute le plus fort à Gauche, mais il n'est pas en situation de gouverner seul le pays et quand bien même y parviendrait-il, il ne souhaite pas le faire tant il est convaincu que l'addition des composantes de la Gauche forme un ensemble dont la dynamique électorale a fait ses preuves à chaque scrutin depuis 1997.
(Applaudissements)
Cette stratégie est exigeante : elle suppose le respect de chacun, même quand il n'est pas facile de comprendre les positions des uns et des autres. Exigeante parce qu'elle suppose de rechercher l'équilibre même quand cela prend du temps pour le trouver, et exigeante parce qu'il faut une solidarité dans la réussite même quand il est tentant de n'y voir que la trace de notre propre talent.
Aussi tout au long des prochains mois, et en dehors même de la négociation de nos accords électoraux, nous préparons nos grandes orientations avec la Gauche plurielle pour 2002.
Nous élaborons des principes communs qui nous lieront tous, qui feront que nous serons unis pour la nouvelle législature à travers une méthode qui sera celle des réunions des sommets de la Gauche plurielle, qui s'empareront de sujets aussi difficiles que les institutions, que l'énergie, ou que l'Europe.
Je suis convaincu que nous nous mettrons d'accord. En tout cas c'est notre état d'esprit. Il ne doit y avoir entre nous ni diktat, ni préalable, ni tabou. Mais j'ai la prétention de penser que c'est aux Socialistes et non pas seulement aux autres, mais aux Socialistes de faire la synthèse sans doute et de fournir par ses propositions la matrice de ces futurs principes communs.
Enfin, au-delà des débats légitimes, sur sa place dans le calendrier de 2002, reste la question majeure de l'élection présidentielle. A la différence de Jacques Chirac qui piaffe d'impatience depuis qu'il a été élu en 1995, à la différence de ses concurrents à Droite qui n'existent que par rapport à cette échéance qui se déclarent au moins chaque fin de semaine pour qu'on ne les oublie pas, nous, chers camarades, n'y pensons pas trop. Donnons au moins au pays l'image de la responsabilité, de la maîtrise, et du service de l'intérêt général.
Chers camarades, si je peux me permettre ce conseil : soyons sages pour deux. Nous ne courons d'ailleurs aucun risque d'être pris par surprise. Continuons à réformer le pays d'ici la fin de la législature, travaillons à notre projet. Il sera temps le moment venu de désigner notre candidat, chacun connaît au moins la méthode : le vote des militants.

Elle a fait ses preuves en des temps plus difficiles, mais il est vrai que tous ensemble, nous ne manquerons dans ces prochains mois, ni d'objectifs, ni de travail. Il nous faudra changer le présent, éclairer l'avenir, discuter en notre sein, débattre avec les autres, désigner nos candidats, convaincre nos concitoyens et affronter sereinement leur verdict.
Nous aurons pour ce rendez-vous deux atouts majeurs :
Le premier, c'est la chance dans cette perspective de disposer d'un parti vivant, à l'heure où la Droite qui pétitionne pour fusionner ses organisations confie son avenir à des réseaux de toute nature.
Nous aurons un deuxième atout, au-delà même de la force de notre organisation, c'est de croire en la politique au moment où il est de bon goût, du côté des puissants, de vouloir la réduire, la moquer ou la congédier. A leurs yeux, l'action publique serait lente, désordonnée, lourde et ils ne le disent pas, mais ils le pensent très fort, totalement désuète parce que gratuite, parce que généreuse, parce que sans contrepartie.
Chers camarades, tout au long de ces précédents mois, tout au long de ces débats de Congrès, vous fournissez par votre travail militant, par votre présence ici pendant trois jours, la plus belle réponse. Vous donnez sur tout votre temps, loin des vôtres, la preuve que l'action publique a une valeur sans pareille et qu'elle est à l'origine de la plus belle des entreprises humaines, l'aventure démocratique.
Croit-on que les problèmes du monde, le sous-développement, la misère, les droits du travail puissent être livrés aux seules réponses du marché, alors que partout où des problèmes surviennent, dégénèrent et surgissent, c'est à ces dérèglements qu'ils sont dus ?
Chers camarades, votre présence, notre rassemblement dans ce Congrès aujourd'hui, c'est l'affirmation de la nécessité ardente d'espaces publics de débat et de notre détermination pour les élargir.
Votre présence est un encouragement à s'engager, s'engager pour la démocratie, s'engager pour le plein emploi, s'engager contre les inégalités, s'engager pour l'Europe, s'engager parce que c'est le réconfort pour ceux qui savent que seule l'action commune, l'action solidaire, l'action militante, l'action fraternelle, bref, l'action politique est porteuse d'égalité et de justice. Et j'ai même, chers camarades, l'immodestie de penser que les Socialistes, en poursuivant passionnément leur idéal, servent en définitive la cause même de la démocratie et c'est pourquoi je vous en remercie tout chaleureusement.
(Vifs applaudissements)

Adeline Hazan
Chers camarades, hier soir, je suis intervenue vers 19 h 30 sur la politique de la ville. J'ai comme l'impression que le niveau d'attention va être en cette fin de matinée nettement plus élevé puisqu'il me revient la lourde tâche de vous communiquer le nom des titulaires et des suppléants du Conseil National de notre parti

Liste Titulaires

1	AGUIRRE Annick
2	ALLEGRE Claude
3	AMARD Gabriel
4	ANDRIEUX Sylvie
5	ANNETTE Gilbert
6	ASSANTE Vincent
7	ASSOULINE Daniel
8	AUBRY Martine
9	AYRAULT Jean-Marc
10	BACQUET Jean-Paul
11	BAILLY Dominique
12	BAPT Gérard
13	BARASZ Johanna
14	BARRAU Alain
15	BARTOLONE Claude
16	BASSINET Philippe
17	BATAILLE Christian
18	BATHO Delphine
19	BEL Jean-Pierre
20	BERES Pervenche
21	BERGOUGNOUX Alain
22	BERTHIOT Gérard
23	BESSON Eric
24	BOBENRIETH Nadine
25	BODIN Yannick
26	BOUCHERON Jean-Michel
27	BOUICHOU Michèle
28	BOURGUIGNON Pierre
29	BRICQ Nicole
30	BURRONI Vincent
31	CADIEUX Daniel
32	CACHEUX Denise
33	CAFFET Jean-Pierre
34	CAMBADELIS Jean-Christophe
35	CARLOTTI Marie-Arlette
36	CARROY Yves
37	CASANOVA Odette
38	CASTEX Françoise
39	CATHALA Laurent

Fondation Jean-Jaurès

40	CAZEAU Bernard
41	CHAIB Noria
42	CHAPELON Brigitte
43	CHARZAT Michel
44	CLAEYS Alain
45	CLAVERIE Josette
46	COHEN-SOLAL Lyne
47	COLLOMB Gérard
48	CROMBECQUE Yann
49	CORDERY Philipp
50	COTTIGNY Jean-Louis
51	CUILLANDRE François
52	DARCHICOURT Pierre
53	DARRAS Danielle
54	DE LA GONTRIE Marie-Pierre
55	DELANOE Bertrand
56	DELCOURT Guy
57	DEMONET Laurence
58	DESIR Harlem
59	DESPORTES Guy
60	DRAY Julien
61	DREYFUS Tony
62	DUMONT Laurence
63	DUPILET Dominique
64	DURRIEUX Josette
65	EMMANUELLI Henri
66	ESTIER Claude
67	EVIN Claude
68	FABIUS Laurent
69	FAUCHER Michèle
70	FELIX Irène
71	FERREIRA Anne
72	FILOCHE Gérard
73	FINKELSTEIN Gilles
74	FLEURAT Dominique
75	FORNI Raymond
76	FRANCK Anne-Catherine
77	FRECHE Georges
78	FRIMAT Bernard
79	GAIA Robert
80	GALESNE Isabelle

Collection Jean-Jaurès

81	GAROT Guillaume
82	GAUTIER Charles
83	GENISSON Catherine
84	GHALI Samia
85	GLAVANY Jean
86	GOUREVITCH Elisabeth
87	GROSSET Jean
88	GRZEGRZULKA Odette
89	GUERINI Jean-Noël
90	GUIBERT Géraud
91	GUIGOU Elisabteh
92	GUILLAUME Didier
93	GUILLAUME Sylvie
94	GUILLERM Ariane
95	GUINCHARD-KUNSTLER Paulette
96	GUY-QUINT Catherine
97	HAMON Benoît
98	HAZAN Adeline
99	HELLE Cécile
100	HIDALGO Anne
101	HOLLANDE François
102	HUCHON Jean-Paul
103	IMBERT Pierre-André
104	JONATHAN Cécile
105	JOSPIN Lionel
106	JOSSELIN Charles
107	JUANICO Régis
108	JUSFORGUES Julien
109	KALTENBACH Philippe
110	KARAMANLI Marietta
111	KERBAOL Mireille
112	KUCHEIDA Jean-Pierre
113	LABAZEE Jo
114	LABOUREAU Georges
115	LAGRAVE Renaud
116	LAIGNEL André
117	LAMY François
118	LANG Jack
119	LAPEYRE Françoise
120	LAVILLE Bettina
121	LE DRIAN Jean-Yves
122	LE FOLL Stéphane

Fondation Jean-Jaurès

123	LE GALIOT Catherine
124	LE NEOUANNIC Pascale
125	LE ROUX Bruno
126	LEBRANCHU Marylise
127	LEDOUX Claudine
128	LEFEBVRE Dominique
129	LEGOFF Jean-Emmanuel
130	LE PETIT Annick
131	LEVIN Valérie
132	LIENEMANN Marie-Noëlle
133	LOUIS Véronique
134	MADEC Roger
135	MADRELLE Philippe
136	MANIER Didier
137	MARANZANA Bruno
138	MARTIN Isabelle
139	MASSE Christophe
140	MATHUS Didier
141	MAUREL Emmanuel
142	MAUROY Pierre
143	MAYRARGUE Delphine
144	MEDVEDOWSKY Alexandre
145	MELENCHON Jean-Luc
146	MELISSE Marlène
147	MENUCCI Patrick
148	MERCHEZ Bernadette
149	MERMAZ Louis
150	MIERMONT Laurent
151	MIGAUD Didier
152	MOSCOVICI Pierre
153	NALLET Henri
154	NANCY Hugues
155	NERIS Catherine
156	OEHLER Serge
157	PASSÉRIEUX Régis
158	PAUL Christian
159	PEILLON Vincent
160	PERCHERON Daniel
161	PIERRET Christian
162	POURTAUD Danièle

Contribution Jean-Jaurès

163	PRIOTTO Christine
164	QUILES Paul
165	REBSAMEN François
166	RENAUD Catherine
167	RIBARD Florence
168	RICHARD Alain
169	RICHARD Marie
170	RICHARDOT Pernelle
171	RIVEL Tamara
172	ROCARD Michel
173	ROCCA Guy
174	ROCHEREAU Geneviève
175	ROGER Gilbert
176	ROIRON Claude
177	ROMAN Bernard
178	ROSSIGNOL Laurence
179	ROUDY Yvette
180	ROYAL Ségolène
181	SABBAN Michèle
182	SAPIN Michel
183	SAUGUES Odile
184	SAVARY Gilles
185	SCHMIDT Philippe
186	SOULAGE Bernard
187	SPINGLARD Régine
188	STRAUSS KAHN Dominique
189	SUEUR Jean-Pierre
190	TASCA Catherine
191	TEXIER Arielle
192	THOMAS Isabelle
193	TOURAINE Marisol
194	THOUZEAU Eric
195	TRAUTMANN Catherine
196	TRAVAL Jean-Claude
197	VAILLANT Daniel
198	VALLS Manuel
199	VAUZELLE Michel
200	VERNIER Michel
201	VIDALIES Alain
202	VIGUIER Thibaud

Copyright Fondation Jean-Jaurès

203	VILLAIN Joël
204	WEBER Henri
205	WORTHAM Geneviève
206	YAMGNANE Kofi

Je vous donne maintenant connaissance de la
Liste des complémentaires

1	AFFANE	Hicham
2	ALCANTARA	Barthélémy
3	BALDET	Nicole
4	BARBIN	Claudine
5	BAUMEL	Laurent
6	BAUMEL	Philippe
7	BEAUVERIE	René
8	BELLEC	Bernard
9	BENZEKRI	Eric
10	BERTHOLET	Elsa
11	BERTINOTTI	Dominique
12	BOILLETOT	Françoise
13	BOISTARD	Pascale
14	BORGEL	Christophe
15	BOUAZIZ	Georges
16	BOUQUET	Jean-Pierre
17	BOURZAI	Bernadette
18	BUCHET	Pascal
19	BUI	Gwenegan
20	CABIDDU	Marcel
21	CARREIRAS	Joël
22	CASTAGNOU	Pierre
23	CATOIRE	Gilles
24	CAZENEUVE	Bernard
25	CERVERA	Albert
26	CHERKI	Pascal
27	CHOUAT	Francis
28	CHUMIATCHER	Emmanuel

Contribution Jean-Jaurès

29	CLERGEAU	Christophe
30	COFFINEAU	Michel
31	MANDROUX-COLAS	Hélène
32	COLCOMBET	François
33	COUET	Emmanuel
34	DAEL	Laure
35	DAUBAS	Claude
36	DAURAT	Thierry
37	DEBAT	Jean-François
38	DELAPIERRE	François
39	DELLACHERIE	Emmanuel
40	DEMONTES	Christiane
41	DORTHE	Philippe
42	DUBEAU	Anne-Marie
43	DUBOIS	Pierre
44	DUPOND	Cédric
45	DUTHEIL	Laurent
46	FAURE	Olivier
47	FELTESSE	Vincent
48	FILLOLA	Alain
49	FORESTIER	Jean-Michel
50	FOUSSERET	Jean-Louis
51	FRANCAIX	Michel
52	FUCHS	Gérard
53	GANSOINAT-RAVAINE	Marie-Thérèse
54	GERMAIN	Jean
55	GRAGLIA	Christian
56	GRANDBASTIEN	Jean-François
57	GUERINEAU	Philippe
58	GUYOT	Françoise
59	HABLOT	Stéphane
60	HENRI-MARTIN	Catherine

Collection Jean-Jaurès

61	HESSEL	Birgitta
62	IBORRA	Monique
63	JAMET	Marc-Antoine
64	JARNAC	Janine
65	JOSEPH	Pascal
66	JOSEPH	Jean-Louis
67	JOUANNE	Pascal
68	JUNIQUE	Stéphane
69	KRATTINGER	Yves
70	LACLAIS	Bernadette
71	LASCOMBES	Pierre
72	LE CARPENTIER	Jangui
73	LE DEAUT	Jean-Yves
74	LE PENSEC	Louis
75	LE VERN	Alain
76	LECUL	Francis
77	LENA	Vincent
78	LEULLIOT	Nowfel
79	MABBOUX	Marie-Christine
80	MARQUAILLE	Jeannine
81	MAZETIER	Sandrine
82	MERCHEZ	Dominique
83	MERTZ	Bertrand
84	MORELLE	Aquilino
85	MOTTARD	Patrick
86	NOM	Prénom
87	PEPKE	Bénédicte
88	PLANCHOU	Jean-Paul
89	POIGNANT	Bernard
90	POPELIN	Pascal
91	POUYETO	Josy
92	POYET	Marie-Françoise
93	PUJOL	Christine
94	REVOL	René
95	ROCHOWIA	Lise

Copyright Fondation Jean-Jaurès

	K	
96	ROUSSET	Alain
97	ROYER	Thomas
98	SALVATOR	Jacques
99	SANDRAG NE	Hélène
100	SOREL	Philippe
101	STIEVENA RD	Gisèle
102	STURLA	Jérôme
103	SZYMASZE K	Jean
104	TOUCHEFE U	Claude
105	VALTER	Clotilde
106	VIDAL	Philippe
107	VINOT	Elisabeth
108	ZAENGEL	Nicolas
109	ZITTOUN	Philippe

J'en ai terminé.
(Applaudissements)

Louis Mermaz - Je demande à Lionel Jospin de bien vouloir venir jusqu'à la tribune.
(Vifs applaudissements)
Chers camarades, je suis heureux de saluer Lionel Jospin au nom de tout le Congrès, de tous nos invités des délégations étrangères, des organisations et je veux lui dire combien nous apprécions sa présence et sa participation active et militante à nos travaux. Je le remercie pour tout le travail accompli à la tête du gouvernement depuis bientôt trois ans.
(Applaudissements)

Lionel Jospin
Monsieur le Président, cher Louis, je suis heureux d'être avec vous tous à Grenoble.
Je remercie naturellement le député-maire de cette ville, Michel Destot, le premier secrétaire de la fédération Socialiste de l'Isère, André Vallini, Didier Migaud, de nous accueillir et je remercie aussi tous les militants de cette fédération qui ont fait que ce Congrès puisse se dérouler dans d'excellentes conditions.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

J'ai d'ailleurs, à cet égard, à faire à la fédération de la Haute-Garonne un reproche : je pense qu'il aurait été courtois d'éviter que le Stade Toulousain batte Grenoble en rugby, hier !
(Rires et applaudissements)
Je suis naturellement heureux de participer à ce Congrès avec sa direction et, en particulier, avec François Hollande, le premier secrétaire.
Je suis triste, par contre, de ressentir pour la première fois l'absence de Pierre Guidoni dans un Congrès du Parti Socialiste depuis si longtemps. Son image, son sourire, sa pensée vivront avec nous dans la brochure que le Parti lui a consacrée et à laquelle Elise, sa femme, a tant travaillé.
C'est vrai, on l'a dit, je ne vous le cacherai pas, je suis déjà venu à Grenoble pour un Congrès, en 1973. Je n'ai d'ailleurs pas pu relire mon discours d'alors… car il n'y en avait pas ! Je n'avais pas encore à cette époque accès à la tribune, même si c'est au terme de ce Congrès que François Mitterrand a proposé, et qu'il a été accepté, que j'entre au Comité directeur de l'époque, au Bureau exécutif et au Secrétariat national. Je n'ai donc pas relu mon discours de Grenoble, mais j'ai relu mon discours de Brest, en 1997, il y a trois ans. Nous posions alors les fondations de notre action. Depuis, nous n'avons pas défait, mais construit. L'orientation que nous avons définie à ce moment-là avec les militants, nous ne l'avons pas démentie, mais appliquée.
Ce Congrès de l'an 2000 se tient au bon moment. Ce n'est pas un Congrès post-victoire, ce n'est pas un Congrès préélectoral, il dispose d'un recul suffisant, il a le temps de donner l'élan nécessaire. C'est un Congrès d'étape, de réflexion, de rassemblement et d'échange.
Ce Congrès est, à l'évidence, celui d'un parti au clair avec lui-même, en paix et fraternel dans sa vie interne (je l'ai mesuré dans ma propre fédération), débattant sans enjeux de pouvoir, apprécié par les Français, moteur dans la Gauche plurielle, influent sur le gouvernement et respecté par le gouvernement, doté, jusqu'à maintenant, d'un premier secrétaire talentueux et apprécié.
Tout cela, à mon sens, la non synthèse ne le change pas et, d'ailleurs, ceux qui se sont exprimés au nom des motions l'ont dit. Simplement, pour rassurer Henri, j'ajouterai que je ne suis ni pour remonter les bretelles, ni d'ailleurs pour serrer la ceinture !
(Rires et applaudissements)
Avec les ministres (Socialistes, les autres ne sont pas là mais je ne les oublie pas), je suis là parce que je suis des vôtres, je suis là pour témoigner de l'expérience gouvernementale, de ses acquis et de ses perspectives, je suis là pour apporter mes réponses à des questions qui ont été posées.
Ces trois ans et demi au pouvoir ne m'ont pas éloigné de vous ni de la majorité plurielle, sans le soutien de qui l'équipe gouvernementale, rassemblée autour de moi et que je remercie pour son travail considérable, n'aurait rien pu faire.
Ces trois ans et demi m'ont encore rapproché des Français, non seulement parce que, comme responsable politique mais aussi comme personne privée, je me suis efforcé de rester au milieu d'eux, d'aller aussi souvent que possible et aussi simplement que possible à leur rencontre, mais aussi, et j'y réfléchissais, parce

qu'au fond, depuis trois ans et demi, il n'y a pas eu de jour où un dossier, une décision, une difficulté, une interpellation, un succès, ne m'ont pas montré ce qu'étaient leurs attentes, leurs espoirs, leurs refus, leurs craintes ou leurs inquiétudes, leurs hésitations aussi ou leur confiance. J'ai en tout cas, avec les ministres qui m'entourent, pendant trois ans et demi constamment travaillé pour eux.
Ce lien, tous les autres ministres, nos élus, nos responsables et nos militants, l'ont, au fil de ces courtes années, éprouvé et fait vivre.
Et effectivement, c'est le premier point que je voudrais développer devant vous, nous avons noué une relation démocratique vivante avec les Françaises et les Français.
La vie politique de notre pays nous offre un paradoxe. Le scepticisme à l'égard de la politique, ou du politique, reste présent à l'évidence. Donc, cela nous concerne aussi comme force politique. Et pourtant, le gouvernement et le Parti Socialiste se tiennent à un niveau de confiance rarement constaté après trois ans et demi d'action gouvernementale.
Ainsi voyons-nous que, malgré ce contexte général, la démocratie ne conduit pas forcément à l'instabilité, à l'usure et à la méfiance du peuple.
Cette bonne relation, faite d'une confiance raisonnable, n'était pas acquise et nous l'avons au contraire conquise.
Nous aurions tort de croire qu'elle nous est donnée sans examen et qu'elle ne pourrait pas être reprise. Parce que cette relation est vivante, elle comporte des hauts et des bas. On l'a vu, les chutes peuvent être brusques. L'écoute doit donc être notre démarche permanente.
Pour préserver ce lien avec les Français, essentiel pour agir en démocratie, nous devons, vous et nous, tenir un langage de vérité, conserver la volonté d'agir, montrer notre vision de l'avenir.
Tenir un langage de vérité.
Au-delà de ses succès et de ses moindres performances, ce qui fait la force relative de l'équipe gouvernementale et de la majorité qui la soutient - et c'est là un point de distinction absolument fondamental avec nos prédécesseurs immédiats de droite - c'est que nous avons tenu nos engagements… (Applaudissements)
C'est que nous avons fait, ou sincèrement essayé de faire quand la réalité se révélait plus dure, ce que nous avions dit. Et cela, les Français le ressentent.
Il faut garder précieusement cette attitude d'honnêteté intellectuelle et de respect démocratique et j'en prendrai à ce propos quelques exemples.
Nous devons bien mesurer et dire honnêtement à nos compatriotes ce que la situation de notre pays a de contrasté.
L'optimisme économique renaît, mais surgissent de nouvelles inquiétudes sur la santé, l'alimentation, l'environnement.
La décrue du chômage nourrit l'espérance de bien vivre, mais les stigmates sociaux de la crise tiennent écartés beaucoup des nôtres de l'accès au festin.

L'attachement au service public est profond, notamment chez nous, ce qui pousse à la dépense, mais l'aspiration est tout aussi forte à payer moins d'impôts.
Le désir de liberté d'agir est vif, mais l'on se plaint en même temps du moindre respect des règles collectives.
Tout n'est pas toujours possible en même temps, tout ne relève pas d'ailleurs du gouvernement, sur qui pourtant repose aujourd'hui l'essentiel de la tâche, et nous devons, avec les Français, faire des choix. Cela suppose de les entendre, cela implique de les traiter en citoyens conscients, sans manipulation, pour tenter de faire vivre une démocratie éclairée et préparer avec eux l'avenir de notre communauté nationale.
Nous devons à nouveau clarifier la question de la cohabitation.
Il semble en effet que ce débat reprend dans la presse et aussi chez certains responsables politiques.
Pour moi, les choses sont simples. Respecter les Français, c'est aussi respecter leurs choix politiques. La cohabitation a résulté des choix des Français, nous la respectons.
Elle n'est pas le meilleur des systèmes.
Jusqu'ici, elle n'a pas empêché le gouvernement de gouverner, de travailler, de réformer. Mais puisque, cette fois-ci, la cohabitation aura été longue, il serait, je crois, vraiment souhaitable qu'à l'issue de cette période, sans doute en 2002, les Français rétablissent la cohérence de l'exécutif qui est la norme en démocratie et une meilleure garantie d'ambition pour le pays et d'efficacité.
(Vifs applaudissements)
Quant aux rendez-vous démocratiques de 2002, ils devront se faire dans la clarté.
Au moment où les candidatures individuelles se multiplient, j'imagine (et d'ailleurs, François y a fait allusion) qu'il suffit aux Socialistes de dire qu'ils règleront cette question collectivement et selon leurs règles, au moment nécessaire. Là n'est donc pas mon propos.
Mais un débat s'amorce, qui est tout sauf mineur, sur l'ordre et le sens des élections législatives et présidentielles et comme je ne veux esquiver aucune question et que c'est devant le Congrès de ma formation politique (et qu'il n'y en aura pas d'autre tout de suite) que ces choses-là doivent être évoquées, j'en dis un mot.
Nous avons des institutions dont nous connaissons l'esprit. Nous avons commencé à les réformer, notamment par le vote des Français en faveur du quinquennat. L'ordre actuel des élections, tel qu'il est prévu, résulte des hasards de la vie et de la politique. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'est pas cohérent.
Ce qu'il nous faut souhaiter, c'est que le printemps 2002, celui des grands rendez-vous démocratiques dans lesquels le peuple s'exprime et tranche, ne soit pas un printemps de la confusion et des choix de convenance, mais un printemps de la clarté.
(Applaudissements)

La portée de chaque élection dans notre vie nationale doit être respectée et le déroulement des deux doit pouvoir se faire de façon ordonnée et digne. C'est pourquoi le débat qui s'engage est légitime et doit conduire les uns et les autres, y compris nous-mêmes, à se déterminer le moment venu.

Par cette attitude de vérité, nous contribuons, je l'espère, à la réhabilitation du politique. Mais la politique c'est aussi et c'est d'abord une volonté. Nous devons donc conserver la volonté d'agir.

Nous ne nous résignons à aucun des grands problèmes de la société française, ni au chômage, ni à l'exclusion, ni à l'insécurité.

Nous réussissons sur le chômage. Nous avons fait campagne avec une première priorité, la plus difficile, celle de la lutte contre le chômage et pour l'emploi.

Depuis trois ans et demi, nous nous battons contre le chômage ; les résultats sont là. Le nombre d'emplois créés en France est très élevé, plus élevé aujourd'hui qu'au cœur des "Trente glorieuses". Depuis 1997, on l'a dit, près de 1 500 000 emplois ont été créés en France.

(Applaudissements)

Le chômage a fortement baissé : 870 000 chômeuses et chômeurs en moins.

Le taux de chômage a baissé de 12,6% à 9,5% en trois ans et demi. Le chômage de longue durée recule grâce à des programmes spécifiques. Il en va de même du chômage des jeunes. Le cœur du chômage de masse se rétracte.

Nous avançons sur l'exclusion.

Les premiers signes d'un recul de l'exclusion commencent à apparaître. Je lisais ces annonces qui m'ont fait chaud au cœur : le Secours catholique se réjouit d'un moindre afflux dans ses permanences ; Médecins sans frontières projette de fermer certains de ses centres d'accueil. Pour la première fois depuis la création du RMI, le nombre des allocataires recule.

(Applaudissements)

Cette exclusion, nous nous sommes donné les moyens de la faire reculer : l'impulsion donnée à la croissance d'abord, la loi contre les exclusions, la couverture maladie universelle, les réformes sociales efficaces pour favoriser le retour à l'emploi ont produit de premiers effets. Il faut poursuivre nos efforts dans le sens d'une société du travail et de l'intégration.

Nous butons encore sur l'insécurité.

L'insécurité est une inégalité sociale de plus. Cela est particulièrement vrai de la petite délinquance qui irrite dans les quartiers et milieux populaires.

Le gouvernement, loin d'occulter cette réalité, a pris à bras le corps le problème : la police de proximité, les contrats locaux de sécurité, mais aussi la définition d'une déontologie pour les forces de sécurité vont dans ce sens.

Mais cette bataille est loin d'être gagnée. Le chômage, les discriminations, les déstructurations sociales et familiales pèsent lourd. Cela, pourtant, ne supprime pas les responsabilités individuelles dans les comportements délictueux.

C'est donc un travail de longue haleine de prévention, de dissuasion, de répression mais aussi de réinsertion qui s'accomplit et que nous allons poursuivre.

(Applaudissements)

Nous devons montrer aux Français notre vision de l'avenir.
Nous avons, en effet, une vision, une conception de la mondialisation, de l'Europe et bien sûr de la France.
Pour bâtir une société plus juste, nous devons mener une action nationale résolue, nous saisir du levier européen, réguler l'espace mondial.
En France, nous menons une action résolue.
L'internationalisation des échanges et de l'économie, la mondialisation dont nous parlons, n'a jamais été pour moi un prétexte à l'inaction au plan national.
Il est toujours possible, pour ceux qui le veulent, pour des gouvernements dignes de ce nom, d'agir dans le cadre national d'ailleurs ; sinon pourquoi demanderaient-ils la confiance au peuple ?
(Applaudissements)
C'est ce que nous avons fait.
En trois ans et demi, comme nous l'avions proposé dans notre slogan de campagne en 1997, la France a changé d'avenir. L'horizon s'est éclairci. La société française redevient progressivement mobile.
Même si beaucoup de nos concitoyens vivent encore difficilement, demain n'est plus condamné à être plus sombre qu'aujourd'hui.
(Applaudissements)
Nous voulons installer durablement le pays dans le flux de croissance nouvelle qui parcourt le monde, et nous voulons le faire au bénéfice de tous.
Nous voulons travailler à apaiser les tensions, à réduire les inégalités, à rendre la société plus ouverte en luttant pour l'égalité des chances - j'y reviendrai - et contre toutes les discriminations.
Nous voulons aussi une France assurée de son identité qui s'inscrit résolument dans la modernité technologique et économique sans s'y réduire, parce qu'elle entend rester, comme nation vivante, une communauté de valeurs et de destin.
Nous nous saisissons du levier européen.
L'Europe est une union de nations au sein de laquelle la France doit jouer son rôle sans arrogance mais avec l'ambition de défendre et d'approfondir le modèle européen qui, d'une certaine façon, correspond à son propre modèle.
L'Europe a forgé historiquement, souvent sous l'influence de la Gauche sociale et de la Gauche politique, un véritable modèle de développement et de civilisation. Elle constitue aussi, par sa puissance collective quand elle sait la rassembler, un levier précieux pour maîtriser notre destin de nation.
On le voit déjà avec l'Euro qui, à défaut de se situer aujourd'hui à sa bonne valeur, nous a en tout cas préservés des spéculations sur les monnaies nationales, de la montée désordonnée des taux d'intérêt qui aurait pu casser la croissance, comme ce fut le cas dans le passé. Le choix stratégique de l'Euro s'est donc révélé - contrairement à ce que pensaient certains qui parfois se trompent et parfois se trompent plusieurs fois…. (rires)… Quoi ?… Non ! … - un choix stratégique et un choix qui a soutenu la croissance au lieu de corseter monétairement l'expansion économique.
(Applaudissements)

La présidence française naturellement est pour nous et pour chacun des ministres dans son champ de compétences, l'occasion de faire progresser des priorités que les Français et les citoyens européens reconnaissent comme leurs : la sécurité alimentaire, la sécurité maritime, la lutte contre la criminalité financière, la coordination des politiques économiques, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, l'adoption d'un agenda social européen pour les cinq prochaines années.

C'est vrai que cette coloration de dynamisme économique, de coordination des politiques et cette inflexion sociale de l'Europe, c'est vraiment la France de Gauche qui l'a apportée depuis 1997.

(Applaudissements)

Je n'oublie pas l'indispensable réforme des institutions qui est l'objet de la conférence intergouvernementale. Et nous aurons bientôt, face à la perspective historique de l'élargissement, qui représente aussi un risque pour la cohérence de l'ensemble, à proposer un modèle d'organisation politique rénové pour l'Europe.

Nous cherchons à réguler l'espace mondial.

Nous acceptons la mondialisation pour ce qu'elle est : une accélération des échanges à l'échelle de la planète, grâce aux progrès de la technologie et la dynamique du capitalisme.

Mais, pour nous, la mondialisation ne peut se réduire au libre-échange des marchandises, à l'instantanéité des mouvements de capitaux, et au jeu sans frein de la puissance.

La mondialisation doit être la prise de conscience d'une communauté de destin pour l'humanité. Elle doit être la recherche d'une solidarité entre les acteurs d'un monde unifié.

C'est pourquoi nous agissons pour que les organisations internationales, en particulier celles des Nations Unies, jouent pleinement leur rôle et s'ouvrent aux exigences sociales, environnementales ou sanitaires.

Chers camarades, si notre relation avec les Français repose sur l'écoute que nous portons à leurs attentes, elle est aussi fondée sur le projet que nous mettons en œuvre dans la durée.

C'est le deuxième point que je voudrais évoquer devant vous : nous gouvernons à gauche dans la durée.

Gouverner "à gauche" dans la durée peut paraître à certains aller de soi. Historiquement, cela n'a pas été souvent le cas, en général parce que la durée manquait et que la Gauche était renvoyée au bout de quelques mois dans l'opposition, mais aussi, quand la durée nous a été donnée, parce que venait un moment où s'imposait la "rigueur" ou la "pause".

Nous avons, en outre, échappé à cette apparente fatalité de la Gauche sans doute parce que, tirant les leçons du passé, nous avons mieux choisi le "tempo" de notre action.

Dès le départ, rompant avec la fameuse, peut-être la fumeuse, théorie des cent jours, nous avions choisi d'inscrire notre action dans la durée.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons d'abord adopté une stratégie économique et sociale qui nous a mis sur la bonne trajectoire.
Nous avons posé un bon diagnostic.
Notre programme économique de 1997 était adapté à la fois au contexte international, c'est-à-dire à la perspective de l'union monétaire, au contexte conjoncturel français parce que, existait en France un fort déficit de la demande, et aux attentes des acteurs économiques et des Français : les premiers attendaient enfin un gouvernement qui saurait "desserrer les freins" de la machine économique, les seconds voulaient que reprenne une action volontariste contre le chômage.
Si, dans les bons résultats économiques d'aujourd'hui, comme l'a évoqué François, la conjoncture internationale a joué son rôle, n'oublions pas quand même que les Etats-Unis n'ont pas - cela aurait été un paradoxe et une surprise - attendu que la Gauche soit au pouvoir pour avoir une croissance forte, ils avaient déjà une croissance forte qui avait déjà un impact sur la conjoncture mondiale, et pourtant la croissance était faible chez nous.
N'oublions pas que cette conjoncture s'est dégradée dès l'été 1997, quelques semaines après notre arrivée au pouvoir, jusqu'au début de l'année 1999, sous l'effet des crises financières répétitives.
N'oublions pas non plus qu'avec la même monnaie, les mêmes taux d'intérêt, le même espace, nous avons obtenu des résultats supérieurs à la moyenne des pays européens et notamment à nos grands partenaires allemands et italiens.
Quand nous sommes arrivés aux responsabilités, nous étions à la fois face à un déficit budgétaire considérable à un taux de prélèvement obligatoire très élevé et à un chômage massif qui impliquait de la stimulation économique.
Il n'était donc pas évident de trouver le bon cheminement de politique économique.
Or, nous n'avons pas cherché à opposer ces données contradictoires, ni choisi de privilégier un seul des objectifs qui se proposaient à nous : soit la baisse du déficit, soit les allègements d'impôts, soit la dépense en soutien aux services publics. Nous avons cherché une synthèse, comme vous, mais on y est peut-être arrivé, entre ces exigences, et trouvé, je crois, le cheminement le plus juste. J'y reviendrai peut-être.
C'est là le sens d'une politique économique et sociale de gauche et moderne.
Une politique qui se fixe les fins qui sont celles de la Gauche : la croissance, l'emploi pour tous, la justice sociale, la puissance industrielle de nos entreprises, le pouvoir d'achat.
Mais une politique qui sait utiliser au service de ses fins des moyens diversifiés et des programmes volontaristes, comme les 35 heures ou les emplois jeunes.
Un appui de l'Etat à une politique ambitieuse de développement des nouvelles technologies ou à la constitution de groupes industriels de taille mondiale, une prise en compte aussi réaliste des contraintes de la compétition internationale et une coordination des politiques économiques à l'échelle européenne.
La croissance étant là aujourd'hui et le chômage reculant, sont posées plus vigoureusement la question de la redistribution et celle du pouvoir d'achat.

Personnellement je n'ai jamais opposé croissance et redistribution, emploi et pouvoir d'achat. Je ne vois pas pourquoi il faudrait sacrifier la lutte contre le chômage au pouvoir d'achat ou sacrifier le niveau des salaires à la lutte contre le chômage.

(Applaudissements)

Non seulement la croissance est aujourd'hui plus forte mais elle est mieux partagée qu'hier. La masse salariale et le pouvoir d'achat ont augmenté mais d'abord au service de ceux qui retrouvent avec un emploi un revenu et n'était-ce pas là et n'est-ce pas toujours là notre priorité ?

Faire reculer le chômage c'est faire reculer la première cause d'inégalité dans notre pays. C'est fonder dans le processus de production lui-même la redistribution, ce qui est quand même, si nous relisons nos classiques, une approche Socialiste.

Quelles sont nos responsabilités en matière de pouvoir d'achat ? Dans le secteur privé dominant en France le gouvernement n'est pas un acteur direct, il a pourtant pris par ses allègements sur la CSG des mesures indirectement favorables aux salaires modestes, par les allègements d'impôts, impôts locaux ou nationaux, impôts directs ou indirects, le gouvernement accroît le revenu disponible des Français.

J'ajouterai un point qui échappe parfois à certains : on nous a dit longtemps que la peur du chômage, que la peur de la perte de l'emploi, étaient un élément de discipline et de contrainte sociale sur les salaires, créait l'inquiétude, l'incertitude, la peur chez les salariés, était un frein aux mobilisations sociales.

Alors restons logiques et soyons fiers de rester logiques : quand le chômage recule massivement, le rapport des forces sur le marché du travail se modifie au profit des salariés et c'est aussi cette chance que notre gouvernement leur a offerte.

(Applaudissements)

Dans la fonction publique, au niveau de ce qu'on appelle les serviteurs de l'Etat ou d'autres collectivités, la responsabilité du gouvernement est directe. En 1998 nous avons conclu un accord fonction publique positif pour les salariés. Une nouvelle négociation se profile, nous souhaitons que là aussi elle débouche positivement. Il faut quand même mesurer le coût élevé qu'a pour les dépenses publiques l'augmentation des mesures salariales dans la fonction publique. Je souhaite donc que la discussion qui va s'engager se conclue par un compromis raisonnable.

Notre philosophie est claire, vous le savez, je l'ai dit à plusieurs reprises : nous sommes pour une société du travail, une société où la lutte contre le chômage reste là priorité absolue du gouvernement, où les droits des chômeurs sont préservés. C'est le sens de la bataille menée sur l'UNEDIC par le gouvernement. Soyez-y attentifs, refuser pendant plusieurs mois d'agréer une convention présentée, comme à l'habitude, par les gestionnaires du système, au risque de voir éclater le paritarisme, n'était pas très facile. Certains nous ont d'ailleurs critiqués pour cette prise de risque, mais nous n'avons pas voulu céder aux

Fondation Jean Jaurès

ultimatums, nous n'avons pas admis que le contrat commande à la loi, nous n'avons pas accepté un système de sanction obligatoire pour les chômeurs.
Nous avons demandé aussi que les finances publiques recueillent une juste part de la contribution apportée au rétablissement des comptes de l'UNEDIC par notre politique et notamment la baisse du chômage et nous ne voyons d'ailleurs pas pourquoi ce bénéfice aurait dû aller tout simplement ou entièrement à la baisse des cotisations patronales.
Mais aujourd'hui, après ces mois de tension, de discussion, de résistance et de pression, de dialogue public aussi, mais aujourd'hui, puisque nos objections ont été entendues, puisque ce texte tel qu'il est un progrès et non une régression pour les chômeurs, puisque ce projet de convention nous est désormais présenté dans le champ de compétences des gestionnaires sociaux, nous ne ferons bien sûr pas le choix de provoquer par à priori politique, l'éclatement du paritarisme et l'étatisation de l'UNEDIC. Ce serait une faute politique, je peux vous garantir que je ne la commettrai pas.
(Applaudissements)
Le texte de cette convention n'a pas été rédigé par nous. Nous l'avons simplement rendu acceptable, nous n'avons pas été saisis d'un autre texte de convention par d'autres partenaires qui ferait que nous aurions un choix entre deux textes de convention. Nous sommes saisis dans les formes normales, dans un système qui fonctionne depuis 40 ans, de l'agrément d'une convention et nous ne pouvons pas non plus nous référer au concept d'accord majoritaire, même si je suis parfaitement ouvert au niveau gouvernemental - et je crois que le Parti l'est aussi - à l'idée de discuter peut-être d'abord quand même avec les partenaires syndicaux, pour savoir s'ils sont prêts à aller dans ce sens de la prise en compte d'accords majoritaires, mais nous ne pouvons pas nous fonder sur ce concept tout simplement parce qu'il n'est pas dans la loi et ce n'est pas naturellement le législateur, même à titre individuel, qui peut ignorer la loi.
Alors tout simplement, mes chers amis, dans une société chacun doit agir à sa place et assumer les responsabilités qui sont les siennes, sans prétendre régenter le champ des autres. C'est la règle à laquelle s'est tenu le gouvernement, c'est la règle à laquelle il se tiendra et dans ces conditions, vraiment, je fais appel à votre sens politique : est-il vraiment nécessaire de présenter comme un échec au profit du seul MEDEF ce que je considère pour nous, face à une période de tension et de confrontation, comme un succès ?
(Applaudissements)
Pour conclure sur la politique économique et sociale, je voudrais vous dire ceci : nous sommes sur la bonne trajectoire, nul accident extérieur, nul retournement de la conjoncture ne nous oblige à l'infléchir. Il faut sans doute approfondir, enrichir notre action, il faut toujours réagir à l'événement imprévu, prendre en compte les exigences nouvelles et cela s'imposera peut-être dans les 15 mois qui viennent, mais ne déséquilibrons pas notre marche en négligeant les réalités économiques, mais ne freinons pas notre élan retrouvé par un retour d'orthodoxie. Nous n'avons pas de raison de changer de politique, gardons le

cap et maintenons l'allure, c'est bien ce que j'ai l'intention de faire. (Applaudissements)
Chers camarades, être Socialiste ce n'est pas traiter seulement la question sociale et gouverner ce n'est pas faire de l'économisme, gouverner à gauche c'est savoir ouvrir des espaces de liberté, donner de nouveaux droits aux Français, faire bouger la société.
C'est ce que nous avons fait hier, avec la parité, qui est une petite révolution philosophique - aucune allusion personnelle - et démocratique et qui concrètement permettra aux élections municipales de mars prochain, en tous cas dans les communes de plus de 3 500 habitants, à autant de femmes que d'hommes d'entrer dans les conseils municipaux aux postes de responsabilité, avant de se mettre à conquérir d'autres chasses gardées.
(Applaudissements)

Dans la salle - Bravo, bravo !

Lionel Jospin - Et comme nous le savons dans le sud-ouest, et surtout dans le sud-ouest, nous ne sommes pas pour les chasses privées mais pour la chasse démocratique.
(Applaudissements)
Avec le PACS qui est affaire d'égalité et de dignité et qui témoigne que la Gauche comprend l'évolution des mœurs et de la société bien mieux que la Droite conservatrice qui, comme d'habitude, va regretter après de ne pas avoir approuvé quand c'était le moment.
(Applaudissements)
Avec le quinquennat, qui nous a permis - et ce n'est pas si fréquent - d'honorer nos promesses de la présidentielle 1995 plus tôt que prévu.
C'est ce que nous faisons aujourd'hui avec l'accès à la pilule du lendemain, le Norvelo, pour ne pas confronter des jeunes filles à des situations dramatiques…
(Applaudissements)
Avec la réforme de l'IVG pour mieux assurer l'accès à cette possibilité de femmes de milieux défavorisés qui moins bien informées sont victimes là aussi de discrimination.
(Vifs applaudissements tout au long de la phrase)
C'est ce que nous ferons demain avec la nouvelle étape de la décentralisation, avec la prestation autonomie, avec les nouveaux droits des malades, avec des avancées sur le dossier des retraites, avec la réforme de l'Etat - réforme des marchés publics, réforme des procédures budgétaires - qui rénovera profondément le fonctionnement de l'Etat, avec le traitement attentif du nouveau défi de la sécurité alimentaire qui, comme d'habitude, sera traité par le gouvernement et par personne d'autre…
(Applaudissements)
Avec la révision des lois bioéthique, avec là priorité donnée à la protection de l'environnement…

A cet égard je regrette profondément qu'un accord n'ait pas été trouvé à la conférence de La Haye sur l'effet de serre, question qui est pour nous un enjeu essentiel, au plan national en tous cas nous ne relâcherons pas notre effort. Je citerai le plan contre l'effet de serre, les nombreuses mesures qu'il a prises, le principe de précaution, le choix des transports propres, la relance de la politique des énergies renouvelables, plus de transparence en matière de qualité de l'eau, des aliments, plus de sûreté par exemple en matière de sécurité nucléaire.

Voilà ce qui va rester notre exigence. Vous voyez, mes chers camarades, que d'ici 2002 les projets et le travail ne manqueront pas. D'ici 2002 mais aussi, pourquoi pas ? Au-delà si nous savons donner aux Français le désir de continuer avec nous.

(Applaudissements)

Chers camarades, ce qui doit nous donner confiance dans l'avenir face à l'atonie et aux divisions de la Droite qui en trois ans et demi n'a rien su reconstruire, c'est la conscience de la modernité du projet de la majorité plurielle et de l'action des Socialistes, c'est le troisième et dernier point que je voudrais évoquer devant vous.

Nous faisions vivre, j'en suis convaincu, dans un contexte historique il est vrai modifié, un modèle politique original : la majorité plurielle est elle-même une construction politique moderne. D'ailleurs jamais dans l'histoire de la république, jamais une majorité d'alliance à gauche n'a eu une aussi longue existence.

Cette durée trouve certainement son fondement dans le fait que les courants qui composent cette majorité ont tous finalement des racines dans l'histoire de notre pays ou sont accordés à des sensibilités d'aujourd'hui.

Cette majorité, en même temps, est pour moi, pensant à ce Congrès de Grenoble, deux ans après le Congrès d'Epinay, c'est absolument essentiel, pas seulement intellectuellement, mais je dirai aussi émotionnellement, pour moi cette majorité est une façon de renouer par delà les divisions anciennes de la Gauche ou les tentations d'alliances centristes d'hier, avec la vieille aspiration à l'unité des forces populaires.

(Applaudissements)

Je ne me trompais donc pas !

(Rires dans la salle)

Mais en même temps, cette ancienne union de la Gauche s'est élargie, s'est renouvelée, transformée dans ses façons d'être et d'agir, y compris par la mutation d'un certain nombre des composantes.

La majorité plurielle dure parce qu'elle réussit mais elle dure aussi parce que chacune des forces, tout en pouvant affirmer sa personnalité, a fait le choix stratégique de long terme de la solidarité au sein de cette majorité.

La majorité plurielle est notre bien commun. Elle est aussi une responsabilité partagée. J'ai toujours dit, y compris dans les brefs moments de tension que nous avons pu connaître : « le gouvernement, s'il tirait sa légitimité du vote des Français en 1997, trouvait sa pérennité dans le soutien de la majorité parlementaire, sans elle, tout s'arrêterait, mais ce soutien au bout du compte n'a

jamais fait défaut, et le gouvernement examinera donc les conclusions qu'il doit tirer du Sommet de la majorité plurielle pour nourrir ses décisions.
Ce qui est vrai depuis trois ans et demi le restera pour moi, croyez-le bien, dans l'avenir.
Ce choix stratégique, essentiel, fait dans les années d'échec et de reflux, doit rester pour nous, Socialistes, une orientation fondamentale en métropole comme en Outre-Mer. J'espère que chacun y veillera dans les motions. Message particulier.
Mes chers camarades, nous proposons aussi un Socialisme adapté à notre temps, comme Socialistes nous sommes Européens. Comme Socialistes, nous sommes internationalistes. Nous participons à l'Internationale ou au Parti des Socialistes européens mais en même temps, nous traçons notre propre chemin, nous agissons à notre façon, avec nos références, notre expérience, notre histoire.
Nos réflexions, nos choix de gouvernement, notre façon d'agir et nos résultats ne laissent pas indifférents les autres Partis Socialistes et progressistes en Europe et dans le monde.
La troisième voie, si à la mode, il y a trois ans, est désormais comprise pour ce qu'elle est : une démarche nationale marquée par l'histoire particulière du Parti travailliste, adaptée peut-être au contexte britannique, marquée fortement par le libéralisme mais, au bout du compte, guère exportable.
(Applaudissements et rires)
Quand vous vous interrogez sur la nature de notre politique, interrogez les partis frères de l'étranger, et ils sont nombreux ici et je les salue, et vous verrez qu'ils ne nous confondent pas avec d'autres formations politiques de gauche ou avec d'autres gouvernements.
Je me souviens - je ne suis pas sûr qu'il va me pardonner de révéler cette confidence - de ce que me disait Jean-Luc - j'ai cité Henri il faut bien que je cite aussi Jean-Luc - à l'occasion d'une réunion des gauches européennes qui étaient d'ailleurs venues me voir à Matignon.
Il me disait : « cela m'agace, je viens de réunir les gauches européennes et elles me disent « Nous, ce que l'on veut, c'est ce que vous faites en France ». N'est-ce pas, Jean-Luc ?
(Applaudissements)
Eh oui, justement, je crois qu'ils ressentent bien que dans le monde, tel qu'il est aujourd'hui, en tenant compte de tout une série de réalités nouvelles, qui imposent de faire évoluer les discours et les moyens, nous menons bien une politique de gauche authentique et aussi une politique qui réussit, car il ne devrait pas être interdit d'être de gauche et de réussir.
(Applaudissements)
L'originalité de notre vision politique repose peut-être bien, sur trois convictions :
Nous restons fiers de nos valeurs et de notre identité.
Nous savons que des analyses doivent être modifiées, que des concepts se sont usés, nous ne pourrions nous exprimer aujourd'hui et d'ailleurs nous ne nous exprimons pas aujourd'hui, même ceux qui disent être la Gauche du Parti,

comme nous le faisions hier, relire les discours du Congrès de Grenoble en 1973 serait, à cet égard, éclairant à défaut d'avoir fait un discours à Grenoble, comme j'en ai fait après.
Mais les dépassements que nous avons opérés ne sont pas, pour nous, des reniements. Nous restons fidèles à nos valeurs, la démocratie, la justice, le progrès social, la liberté, la maîtrise collective de notre destinée, la recherche de l'égalité et sont bien sûr un fondement de la démarche Socialiste.
Le premier creuset de l'égalité, c'est l'école. Nous vivons dans un monde où la connaissance fait la différence. L'impératif de la connaissance rejoint notre ambition d'émancipation. L'Europe doit offrir, continuer à offrir de l'égalité des chances.
Au cours des dernières décennies, l'école a dû répondre aux défis de l'enseignement de masse, tout en affrontant la crise. Je le sais, j'y étais aux responsabilités.
Aujourd'hui, au moins quantitativement, la démocratisation de l'enseignement est achevée. Le chômage de masse recule, les nouvelles technologies se diffusent au sein de l'Education nationale où un enseignant sur deux, par ailleurs, devra être remplacé au cours de la prochaine décennie.
Le combat pour l'égalité des chances et celui de la qualité de l'enseignement doivent donc, et peuvent donc, être menés de front, c'est d'ailleurs le sens profond du plan pluriannuel lancé par le gouvernement.
Il ne s'agit pas seulement de mettre en œuvre les moyens supplémentaires, mais de maîtriser l'avenir et d'affirmer notre confiance dans l'école de la République.
(Applaudissements)
Nous restons fiers de nos valeurs et nous restons critiques face au capitalisme.
Nous savons bien que nous évoluons en son sein. Mais nous faisons la différence entre l'économie de marché et le capitalisme. Le marché est une technique efficace et souple, mais qui ne vaut que si elle est régulée. Le capitalisme, lui, reste un système générateur d'inégalités, de gaspillages et souvent de domination.
Ce système a donc besoin d'être économiquement régulé, socialement contenu et politiquement maîtrisé. C'est le rôle d'un pouvoir démocratique. C'est pourquoi l'économie est politique. Elle est affaire de choix et ces choix doivent être collectivement débattus, délibérés et décidés avec le peuple.
Nous continuons à penser qu'il existe des groupes sociaux distincts dont les intérêts ne coïncident pas, en tout cas ne coïncident pas forcément.
La société française reste parcourue de lignes de partage entre groupes sociaux. Ces groupes ont, certes, évolué et leurs frontières sont plus mouvantes. Mais nous ne croyons pas à la vision naïve - à moins qu'elle soit intéressée - d'une société sans heurts, sans conflits, sans rapports de forces, où chacun, s'il y met un peu du sien (et s'il n'y met pas du sien, il est coupable), peut devenir un "gagnant".
La vocation du Parti Socialiste est de travailler pour le plus grand nombre. C'est le sens de la "nouvelle alliance" entre classe populaire exclue et classe moyenne que j'avais évoquée et c'est l'axe de l'action du gouvernement.

(Applaudissements)

Mes chers camarades, travailler pour le plus grand nombre doit s'entendre aussi au plan international. Faute de temps, je n'évoquerai aujourd'hui brièvement que deux points.

Nous devons lutter contre les inégalités du monde et contre la violence.

Par la réforme de notre politique de coopération, nous avons remis le développement au cœur de notre politique étrangère. Par nos choix en faveur du désendettement des pays pauvres, par notre politique de non ingérence mais aussi d'appui à la démocratie et aux Droits de l'Homme, et, on vient de le mesurer en Côte d'Ivoire, par l'affirmation de la voix de la France et de l'Europe au Fonds monétaire et à la Banque mondiale, nous contribuons à rappeler l'exigence d'un ordre international plus juste.

Cette bataille pour la justice dans le monde suppose aussi de faire reculer la violence. Comment alors ne pas évoquer le retour désespérant de cette violence au Proche-Orient ?

Chaque jour s'égrène dans nos médias la litanie absurde des nouvelles victimes palestiniennes et israéliennes. Quel crève-cœur pour nous de voir le processus de paix se retourner en un engrenage de guerre !

L'Union Européenne, le 20 novembre, sous notre présidence, a appelé au sens des responsabilités et exhorté les dirigeants israéliens et palestiniens à respecter intégralement les engagements qu'ils ont pris à Charm El-Cheikh, il y a déjà cinq semaines, et à Gaza le 2 novembre.

Il nous faut absolument apaiser les tensions, appeler à la recherche à nouveau de la paix. Hors d'elle, il n'y aura que la violence plus grave et, au bout, le désespoir. La paix est encore possible si nous le voulons et si les acteurs se ressaisissent.

Mes chers camarades, il est près de 1 heure et je conclu. Tout l'après-midi d'hier, assis au banc de ma fédération, à côté de Kader, j'ai fini de travailler à ce discours selon une habitude qui, paraît-il, vous fait sourire mais que Matignon ne m'a pas fait perdre. J'ai aussi écouté avec attention les interventions qui se sont succédé à la tribune de notre Congrès. Je m'excuse auprès de ceux qui étaient intervenus avant, notamment des membres de mon gouvernement, mais il ne m'était pas possible de venir ou d'arriver plus tôt.

Ces interventions m'ont frappé par leur qualité, par leur force souvent, par leur souci de contribuer utilement à notre nécessaire débat, toujours dans un esprit fraternel.

Je me disais qu'elles étaient le signe de la vitalité de notre Parti, qu'elles témoignaient que nous avions reconstruit une formation politique forte, rassemblée, vivante, donnant une image digne de la vie politique.

Notre premier secrétaire, François Hollande, ces trois dernières années, a été un acteur décisif de cet accomplissement. Nous serons heureux de le garder à notre tête.

(Applaudissements)

Mes chers camarades, nous avons redressé la tête après 1993. Nous avons reconquis la confiance des Françaises et des Français en 1997. Nous devons

prolonger cette dynamique pour gagner en 2002. C'est la tâche qui est devant nous.

(Très vifs applaudissements de la salle, debout)

Coll. Fondation Jean-Jaurès